

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISEPhilippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 169
N° 20**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 10
no Mati 2020

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 130 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 modifiant l'arrêté n° HC 553 DIRAJ/BRE du 30 août 2019 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2020 au 28 février 2021 modifié	3931
Arrêté n° HC 7 IDV/MATJS du 2 mars 2020 portant attribution du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "perfectionnement sportif", mention "activités de plongée subaquatique"	3931
Arrêté n° HC 153 DMME/BRHT/jc du 2 mars 2020 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea	3932
Arrêté n° HC 154 DMME/BRHT/jc du 2 mars 2020 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué	3933
Arrêté n° HC 129 DIRAJ/BRE du 3 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° HC 124 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes de Polynésie française à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2020	3934

EXTRAITS

Arrêté n° 128 DIE/FIP du 26 février 2020 portant modification de l'arrêté n° 679 DIE/FIP du 20 septembre 2017 modifié par arrêté n° 165 DIE/FIP du 20 mars 2018 relatif au financement au titre du "Fonds intercommunal de péréquation" (FIP) du projet "DTIC - Mise en conformité et reconstruction partielle de l'école primaire de Hataitaraoa", bénéficiaire : Raiavavae, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2017	3935
Arrêté n° 129 du 26 février 2020 portant modification de l'arrêté n° 305 DIE/FIP du 13 juin 2019 relatif à l'opération intitulée "DTIC - Construction de l'école primaire de Takaroa : tranche 2 école maternelle", commune : Takaroa, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2019	3935

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 230 CM du 2 mars 2020 fixant les modalités du concours externe de recrutement des auxiliaires de vie scolaire de la fonction publique de la Polynésie française	3936
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

- Arrêté n° 158 PR du 4 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° 255 PR du 21 mars 2018 portant accord d'agrément de l'établissement SARL Ocean Products Tahiti pour l'exportation de produits de la pêche vers l'Union européenne sous le numéro 1048 PF **3938**

Vice-présidence

- Arrêté n° 2883 VP/DRM du 3 mars 2020 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Ludovic Michel Mamatui à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 411) **3938**
- Arrêté n° 2886 VP/CDE du 3 mars 2020 accordant une dérogation particulière pour le visa de certains engagements à des correspondants du contrôleur des dépenses engagées, à la direction du budget et des finances **3939**
- Arrêté n° 2887 VP/CDE du 3 mars 2020 accordant une dérogation particulière aux correspondants du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles pour viser les conventions relatives aux mesures d'aides à l'emploi intitulées "stage d'insertion en entreprises" (SIE), "stages pour travailleurs handicapés" (STH), "stage d'expérience professionnelle" (STEP), "contrats pour l'emploi durables" (CED), "convention d'accès à l'emploi" (CAE), "incitation par la création ou par la reprise d'activité" (ICRA), "contrats pour travailleurs handicapés" (CTH), "mesure apprentissages" (APP), "contrat de soutien à l'emploi" (CSE), "aide au contrat de travail" (ACT) et "aide au contrat de travail professionnel" (ACT PRO), "aide au contrat de travail du primo salarié" (ACT PRIM), "convention d'aide à l'emploi professionnel" (CAE PRO), "corps des volontaires au développement" (CVD) **3941**
- Arrêté n° 2959 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 095398 et retrait de la décision de rejet n° 744 VP/DGAE du 21 janvier 2020 **3942**
- Arrêté n° 2960 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 045816 et retrait de la décision de rejet n° 743 VP/DGAE du 21 janvier 2020 **3942**
- Arrêté n° 2961 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 094757 et retrait de la décision de rejet n° 11285 VP/DGAE du 11 octobre 2019 **3943**
- Arrêté n° 2962 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de 2 brevets français **3944**
- Arrêté n° 2963 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de 3 dépôts portant sur l'enregistrement de 8 dessins et modèles français **3945**
- Arrêté n° 2964 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant reconnaissance de 230 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle **3948**

Ministère du logement et de l'aménagement du territoire

- Arrêté n° 2888 MLA/DPAM du 3 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 modifié portant délivrance d'un agrément à la SARL "Moorea Trip Tours" pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea **3953**
- Arrêté n° 2891 MLA du 3 mars 2020 portant délégation de signature du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, à Mme Emmanuelle Thenot, directrice par intérim de la délégation à l'habitat et à la ville (DHV) **3955**

Ministère du tourisme et du travail

- Arrêté n° 2867 MTT du 3 mars 2020 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Anapa V" **3956**
- Arrêté n° 2868 MTT du 3 mars 2020 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à la société Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Kaveka 3" **3956**

Ministère de l'économie verte et du domaine

- Arrêté n° 2869 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Terre sans nom", cadastrée commune de Manihi, section E n° 88, au profit de M. John Tetauru Hatitio **3957**

Arrêté n° 2881 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", sise à Hao et cadastrée section AI n° 162, au profit de Mme Solange Roti Tuahine. 3958

Arrêté n° 2882 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", sise à Hao et cadastrée section AI n° 164, au profit de Mme Fifi Vairoa Teuru épouse Allot 3958

Ministère de la modernisation de l'administration

Arrêté n° 2889 MAE/DGEN du 3 mars 2020 portant assignation de fréquences à la société ViTi 3959

Arrêté n° 2890 MAE/DGEN du 3 mars 2020 portant assignation de fréquences à la société VITI 3960

Ministère de l'équipement et des transports terrestres

Arrêté n° 2884 MET/DTT du 3 mars 2020 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01C 23B délivrée à la SARL "Matira Excursions" sur l'île de Bora Bora 3961

Arrêté n° 2885 MET du 3 mars 2020 portant nomination de M. Emile Pavaouau, capitaine de 15e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement. 3962

Arrêté n° 2955 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 74 Tevihonu lot 3 partie (plan 6) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est 3962

Arrêté n° 2956 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 201 Tevihonu lot 3 partie (plan 11) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est 3963

Arrêté n° 2957 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 80 Tevihonu lotissement Teva lot 6 partie (plan 8) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est. 3963

Arrêté n° 2958 MET du 4 mars 2020 portant radiation de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et des licences touristiques accordées à M. Ron Hall. 3964

Erratum à l'intitulé de l'arrêté n° 2628 MET du 27 février 2020 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Nuku Hiva n° 085 VMT-NKH 04 et portant attribution de quatre licences de véhicule multi-transports à Mme Thérèse Falchetto épouse Tohetiaatua, publié au JOPF n° 18 du 3 mars 2020 à la page 3750 3964

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

Décision n° 2020-01C CESEC du 28 février 2020 portant modification de la décision n° 2020-1 C CESEC du 6 janvier 2020 portant adoption du budget primitif du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2020 3965

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Avis officiels

Service de l'urbanisme.— 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 10 au 14 février 2020 3966

2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 17 au 22 février 2020. 3967

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	3968
Annonces diverses.....	3978
Annonces marchés publics.....	3983



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 130 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 modifiant l'arrêté n° HC 553 DIRAJ/BRE du 30 août 2019 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2020 au 28 février 2021 modifié.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, notamment son article R. 40 ;

Vu l'arrêté n° HC 553 DIRAJ/BRE du 30 août 2019 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2020 au 28 février 2021 modifié ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République,

Arrête :

Article 1er. — L'annexe de l'arrêté n° HC 553 DIRAJ/BRE du 30 août 2019 est modifiée comme suit :

- commune associée de Papeari/Teva I Uta, dans la rubrique lieu de vote :

Lire : "Salle omnisports de Papeari" ;

Au lieu de : "Ecole Matairea".

Art. 2. — Les autres dispositions de l'arrêté susvisé restent inchangées.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2020.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 7 IDV/MATJS du 2 mars 2020 portant attribution du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "perfectionnement sportif", mention "activités de plongée subaquatique".

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code du sport, notamment, les articles L. 212-1 et suivants, R. 212-1 et suivants, D. 212-11 et suivants, A. 212-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Sorain (Dominique) ;

Vu le décret n° 2006-1418 du 20 novembre 2006 portant règlement général du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 2006 portant organisation du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "perfectionnement sportif" ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2011 modifié portant création de la mention "plongée subaquatique" du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif" ;

Vu la convention n° 87-19 du 26 décembre 2019 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la jeunesse, au sport et à la vie associative ainsi qu'à la mission d'appui technique jeunesse et sports ;

Vu l'arrêté n° HC 151 DMME/BRHT/jc du 26 février 2020 portant délégation de signature à M. Guy Fitzer, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Le diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "perfectionnement sportif", mention "activités de plongée subaquatique" est attribué à :

- DE 987 20 01, M. Vincent Lelong, né le 25 septembre 1967 à Bordeaux (33) ;
- DE 987 20 02, M. Julien Munier, né le 23 février 1973 à Lille (33) ;
- DE 987 20 03, M. Laurent Graziana, né le 15 décembre 1964 à Lorient (56).

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef de la mission d'appui technique jeunesse et sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 2020.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la mission d'appui
technique jeunesse et sports,*
Fabien BROQUIER.

ARRETE n° HC 153 DMME/BRHT/jc du 2 mars 2020 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3286049-81746 du 23 juillet 2018 portant mutation de Mme Evelyne Le Cloirec, directrice des services pénitentiaires, en qualité d'adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire Faa'a, Nuutania, à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 3423632-44457 du 4 janvier 2019 portant mutation de M. Christian Jean, directeur des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, à compter du 1er mars 2019 ;

Vu l'arrêté n° 129235 du 23 décembre 2019 portant mutation de M. Julien Mandet, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, Polynésie française, à compter du 1er mars 2020 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, à l'effet de signer les actes suivants :

- A - L'engagement des dépenses de fonctionnement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Etat ;
- B - La liquidation des dépenses de fonctionnement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa ;
- C - Toutes décisions relatives à la gestion du personnel du centre pénitentiaire relevant de la convention collective des ANFA, à l'exception des recrutements et des licenciements.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Jean, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Evelyne Le Cloirec, adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Christian Jean et de Mme Evelyne Le Cloirec, la délégation qui leur est consentie sera exercée par M. Julien Mandet, responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania.

Art. 3.— L'arrêté n° HC 432 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea est abrogé.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 2020.
Dominique SORAIN.

ARRETE n° HC 154 DMME/BRHT/jc du 2 mars 2020 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant règlement de comptabilité du ministère de la justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2009 du ministre de la justice portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté n° 3286049-81746 du 23 juillet 2018 portant mutation de Mme Evelyne Le Cloirec, directrice des services pénitentiaires, en qualité d'adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire Faa'a, Nuutania, à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 3423632-44457 du 4 janvier 2019 portant mutation de M. Christian Jean, directeur des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, à compter du 1er mars 2019 ;

Vu l'arrêté n° 129235 du 23 décembre 2019 portant mutation de M. Julien Mandet, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania Polynésie française, à compter du 1er mars 2020 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 "administration pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives à l'activité de ses services, à l'exception des opérations immobilières (acquisition, construction ou rénovation) ;
- au programme 912 "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives au compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Jean, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Evelyne Le Cloirec, adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Christian Jean et de Mme Evelyne Le Cloirec, la délégation qui leur est consentie sera exercée par M. Julien Mandet, responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania.

Art. 3.— L'arrêté n° HC 431 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué est abrogé.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a, Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 2020.
Dominique SORAIN.

ARRETE n° HC 129 DIRAJ/BRE du 3 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° HC 124 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes de Polynésie française à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2020.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code électoral et notamment son article R. 41 ;

Vu le décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs ;

Vu l'arrêté n° HC 124 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes de Polynésie française à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2020 ;

Considérant la demande du maire de la commune de Punaauia ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau des communes des îles du Vent mentionné à l'article 1er de l'arrêté n° HC 124 DIRAJ/BRE du 28 février 2020 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes de Polynésie française à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2020 est complété comme suit :

Îles du Vent : Punaauia ;
Heure de clôture : 19 heures.

Le reste est sans changement.

Art. 2.— Cet arrêté sera publié et affiché dans la commune de Punaauia au plus tard cinq jours avant l'ouverture du scrutin.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et le maire de Punaauia sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Eric REQUET.

Par arrêté n° HC 128 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 février 2020.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 679 DIE/FIP du 20 septembre 2017 modifié par arrêté n° 165 DIE/FIP du 20 mars 2018 relatif au financement de l'opération "DTIC - Mise en conformité et reconstruction partielle de l'école primaire de Hataitararoa" pour la commune de Raivavae, en ce qui concerne les délais d'exécution et de demande de versement du solde de la dotation relatifs à cette opération.

L'article 6, alinéas 6 et 7, de l'arrêté n° 679 DIE/FIP du 20 septembre 2017 modifié par arrêté n° 165 DIE/FIP du 20 mars 2018 sont modifiés comme suit :

Au lieu de lire :

- "- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 mars 2020 ;"

Lire :

- "- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 décembre 2020 ;".

Au lieu de lire :

- "- à demander le versement de l'intégralité ou du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2020 ;"

Lire :

- "- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 juin 2021 ;".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 129 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 février 2020.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 305 DIE/FIP du 13 juin 2019 relatif à l'opération "DTIC - construction de l'école primaire de Takaroa : tranche 2 école maternelle" en ce qui concerne le délai de commencement.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté n° 305 DIE/FIP du 13 juin 2019 sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

- "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 9 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire :

- "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 15 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 25 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;".

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 230 CM du 2 mars 2020 fixant les modalités du concours externe de recrutement des auxiliaires de vie scolaire de la fonction publique de la Polynésie française.

NOR : DRH2020237AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2009-38 APF du 23 juillet 2009 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de vie scolaire de la fonction publique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 février 2020,

Arrête :

Article 1er.— Le concours externe d'accès au grade d'auxiliaire de vie scolaire de classe normale de la fonction publique de la Polynésie française est ouvert aux candidats qui répondent aux conditions énoncées à l'article 6 de la délibération n° 2009-38 APF du 23 juillet 2009 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de vie scolaire de la fonction publique de la Polynésie française.

Art. 2.— Le concours externe comporte des épreuves d'admissibilité et d'admission :

1° Epreuves d'admissibilité :

a) Un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale, le français (grammaire, orthographe, conjugaison), les mathématiques et les institutions de la Polynésie française (durée : 2 heures, coefficient : 3).

Le programme de français se réfère à celui de la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire ou du programme de l'enseignement professionnel de niveau V.

Pour les mathématiques, se reporter au programme défini en annexe du présent arrêté.

b) Un questionnaire portant sur l'intégration et l'accompagnement scolaire des élèves porteurs de handicap (durée : 2 heures, coefficient : 4).

2° Epreuves d'admission :

a) Un entretien avec le jury permettant d'apprécier l'aptitude du candidat à exercer les missions dévolues aux auxiliaires de vie scolaire, sa motivation et sa connaissance générale de la Polynésie française ; au cours de cet entretien seront également jugées : la présentation, l'expression orale et sa capacité à servir dans une collectivité territoriale (durée : 20 minutes, coefficient : 4).

b) Une épreuve orale facultative consistant en un entretien en langue tahitienne portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes, coefficient : 2).

Pour l'entretien facultatif, seuls les points au-dessus de la moyenne sont pris en compte pour l'admission.

Art. 3.— Chaque session de concours fait l'objet d'une publicité au *Journal officiel* de la Polynésie française qui précise la date limite de dépôt des inscriptions, la date des épreuves, le nombre d'emplois d'auxiliaire de vie scolaire à pourvoir au concours ainsi que l'adresse à laquelle les candidatures doivent être déposées.

Art. 4.— La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves est arrêtée par l'autorité qui organise le concours.

Les candidats sont convoqués individuellement.

Art. 5.— Le jury est nommé par arrêté du Président de la Polynésie française. Le jury de chaque concours comprend :

- le directeur général des ressources humaines ou son représentant, *président* ;
- le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ou son représentant ;
- le directeur général de l'éducation et des enseignements ou son représentant ;
- un représentant du personnel à la commission paritaire compétente désigné par tirage au sort.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

En fonction de la nature particulière des épreuves, des examinateurs spéciaux peuvent être nommés par arrêté du Président de la Polynésie française.

Art. 6.— Les épreuves écrites sont anonymes.

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves entraîne l'élimination du candidat.

Le jury détermine souverainement la note minimale exigée des candidats aux épreuves d'admissibilité pour être admis à se présenter aux épreuves d'admission.

Sur cette base, il arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves d'admission.

Art. 7. — Pour l'application des articles 5 et 6 ci-dessus, les jurys peuvent, compte tenu notamment du nombre des candidats, se constituer en groupes d'examineurs en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales.

Art. 8. — Les épreuves terminées, le jury établit, par ordre de mérite et dans la limite des places mises à concours, la liste d'admission ainsi que, le cas échéant, une liste complémentaire.

Art. 9. — Le ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mars 2020.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la modernisation
de l'administration,*
Priscille Tea FROGIER.

ANNEXE

PROGRAMME DE MATHÉMATIQUES POUR LA PREMIÈRE ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

I - Arithmétique

- Notions sommaires sur le système de numération :
 - Système décimal, système binaire ;
 - Les quatre opérations : addition, soustraction, multiplication, division ;
 - Règles de divisibilité. Nombres premiers. Multiples et diviseurs. Egalités, inégalités ;
 - Fraction. Valeur décimale d'une fraction. Opérations sur les fractions ;
 - Règle de trois ;
 - Rapports et proportions ;
- Mesures :
 - Mesures de longueur, poids, capacité, surface, volume ;
 - Mesures du temps ;
 - Mesures des angles et des arcs. Longueur de la circonférence. Latitude et longitude ;
- Surfaces : carré, rectangle, parallélogramme, triangle, trapèze, cercle ;
- Volumes : parallélépipède rectangle, cube, cylindre ;
- Densité : poids volumique ;
- Prix : prix d'achat, de vente, de revient, bénéfice et perte ;
- Moyennes ;
- Partages égaux et partages inégaux, partages proportionnels ;
- Pourcentages, indices, taux, intérêts, simples, escompte ;
- Echelle d'une carte, d'un plan.

II - Algèbre

- Nombres relatifs (positifs, négatifs, nuls). Opérations sur les nombres relatifs. Comparaison des nombres relatifs : inégalités.
- Expressions algébriques. Calcul algébrique.
- Equation du premier degré à une inconnue.
- Repérage d'un point dans un plan par des coordonnées rectangulaires.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 158 PR du 4 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° 255 PR du 21 mars 2018 portant accord d'agrément de l'établissement SARL Ocean Products Tahiti pour l'exportation de produits de la pêche vers l'Union européenne sous le numéro 1048 PF.

NOR : DBS2051488AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 modifiée réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu l'arrêté n° 1183 CM du 20 décembre 2005 modifié fixant les règles d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale destinées à l'exportation vers la Communauté européenne ;

Vu l'arrêté n° 169 CM du 17 février 2017 modifié portant création et organisation de la direction de la biosécurité ;

Vu de l'arrêté n° 255 PR du 21 mars 2018 portant accord d'agrément de l'établissement SARL Ocean Products Tahiti pour l'exportation de produits de la pêche vers l'Union européenne sous le numéro 1048 PF ;

Vu le courrier n° 404 MED/DBS/DIR du 20 février 2020 à SARL Ocean Products Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 255 PR du 21 mars 2018 est ainsi modifié : Au dernier alinéa sont insérés les 2 alinéas suivants :

- poissons pélagiques entiers vidés congelés ;
- poissons pélagiques découpés et conditionnés, congelés.

Art. 2.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de

l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie verte
et du domaine,
Tearii ALPHA.*

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 2883 VP/DRM du 3 mars 2020 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Ludovic Michel Mamatui à l'usage de son exploitation perlicole, sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 411).

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 5395 VP/DRMM du 8 juin 2018 modifié portant délégation de signature du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 659 VP du 16 janvier 2020 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit M. Ludovic Michel Mamatui à l'usage de son exploitation perlicole, sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 411) ;

Vu la demande d'agrément au carburant de M. Ludovic Michel Mamatui du 27 janvier 2020, reçue le 28 février 2020,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Ludovic Michel Mamatui, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 20 janvier 2025.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Ludovic Michel Mamatui délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Ludovic Michel Mamatui s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Pour le vice-président et par délégation :

Le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET.

ARRETE n° 2886 VP/CDE du 3 mars 2020 accordant une dérogation particulière pour le visa de certains engagements à des correspondants du contrôleur des dépenses engagées, à la direction du budget et des finances.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 19 MEF du 1er mars 2004 modifié fixant les plafonds en matière de visa des engagements relevant de la compétence des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées dans les services et les établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne Teiti en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les correspondants du contrôleur des dépenses engagées, à la direction du budget et des finances, dont les noms suivent, sont autorisés à viser, à titre dérogatoire sans limitation de montant, pour les seuls budgets, centres de travail, sous-chapitre et types de dépenses indiqués en annexe :

- M. Théophile Katupa ;
- Mme Doritha Ioane ;
- Mme Maire Chin ;
- Mme Priscilla Chenon ;
- Mme Karine Cier Foc ;
- Mme Jasmine Chungue ;
- Mme Vanina Seow ;
- Mme Brigitte Chane ;
- Mme Fabienne Fatupua.

Art. 2. — L'arrêté n° 5666 VP du 21 mai 2019 accordant une dérogation particulière pour le visa de certains engagements à des correspondants du contrôleur des dépenses engagées, à la direction du budget et des finances, est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Pour le vice-président et par délégation :

Le contrôleur des dépenses engagées,
Noëlyne TEITI.

ANNEXE

**DEROGATIONS PARTICULIERES POUR LE VISA DE CERTAINS ENGAGEMENTS
ACCORDEES A DES CORRESPONDANTS DU CONTROLEUR DES DEPENSES
ENGAGEES A LA DIRECTION DU BUDGET ET DES FINANCES**

M. Théophile KATUPA et Mme Doritha IOANE :

- Conventions d'emprunts ;
- Subvention d'exploitation des établissements publics, de l'Assemblée de la Polynésie française, du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française et de l'Autorité Polynésienne de la concurrence ;
- Dépenses correspondant aux écritures d'ordres ;
- Et toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement gérées par la direction du budget et des finances (versement au FIP, dégrèvements, jugements, écritures de fin d'exercice, etc...) autres que les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la direction

BUDGET	CT	S/CHAP
BP 1 + Comptes spéciaux	720 % 625 % 6010 % 610 % Tous CT des anciens ministères	Tous

Mme Maire CHIN, Mme Priscilla CHENON, Mme Karine CIER FOC, Mme Jasmine CHUNGUE :

- Subvention d'exploitation des établissements publics, de l'Assemblée de la Polynésie française, du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française et de l'Autorité Polynésienne de la concurrence ;
- Dépenses correspondant aux écritures d'ordres,
- Et toutes les dépenses de fonctionnement gérées par la direction du budget et des finances (versement au FIP, dégrèvements, jugements, écritures de fin d'exercice, etc...) autres que les dépenses de fonctionnement de la direction

BUDGET	CT	S/CHAP
BP 1 + Comptes spéciaux	720 % 625 % 6010 % 610 % Tous CT des anciens ministères	Tous sauf le chapitre 962 et le sous-chapitre 960 07

Mme Vanina SEOW, Mme Brigitte CHANE et Mme Fabienne FATUPUA :

- Conventions d'emprunts ;
- Dépenses correspondant aux écritures d'ordres ;
- Et toutes les dépenses d'investissement gérées par la direction du budget et des finances (jugements, écritures de fin d'exercice, etc...) autres que les dépenses d'investissement de la direction

BUDGET	CT	S/CHAP
BP 1 + Comptes spéciaux	720 % Tous CT des anciens ministères	Tous sauf le chapitre 962 et le sous-chapitre 960 07

ARRETE n° 2887 VP/CDE du 3 mars 2020 accordant une dérogation particulière aux correspondants du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles pour viser les conventions relatives aux mesures d'aides à l'emploi intitulées : "stage d'insertion en entreprises" (SIE), "stages pour travailleurs handicapés" (STH), "stage d'expérience professionnelle" (STEP), "contrats pour l'emploi durables" (CED), "convention d'accès à l'emploi" (CAE), "incitation par la création ou par la reprise d'activité" (ICRA), "contrats pour travailleurs handicapés" (CTH), "mesure apprentissages" (APP), "contrat de soutien à l'emploi" (CSE), "aide au contrat de travail" (ACT) et "aide au contrat de travail professionnel" (ACT PRO), "aide au contrat de travail du primo salarié" (ACT PRIM), "convention d'aide à l'emploi professionnel" (CAE PRO), "corps des volontaires au développement" (CVD).

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 19 MEF du 1er mars 2004 modifié fixant les plafonds en matière de visa des engagements relevant de la compétence des correspondants titulaires et suppléants du contrôle des dépenses engagées dans les services et les établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne Teiti en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française comprenant notamment Mme Poeiti Mallegoll correspondant titulaire et Mme Sandra Ah Ling correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées au service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 7 de la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019, il est accordé une dérogation à Mme Poeiti Mallegoll, correspondant titulaire du contrôle des dépenses engagées auprès du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles pour viser les conventions relatives aux mesures d'aide à l'emploi intitulées "stage d'insertion en entreprises" (SIE), "stages pour travailleurs handicapés" (STH), "stage d'expérience professionnelle" (STEP), "contrats pour l'emploi durables" (CED), "convention d'accès à l'emploi" (CAE), "incitation par la création ou par la reprise d'activité" (ICRA), "contrats pour travailleurs handicapés" (CTH), "mesure apprentissages" (APP), "contrat de soutien à l'emploi" (CSE), "aide au contrat de travail" (ACT) et "aide au contrat de travail professionnel" (ACT PRO), "aide au contrat de travail du primo salarié" (ACT PRIM), "convention d'aide à l'emploi professionnel" (CAE PRO), "corps des volontaires au développement" (CVD).

Art. 2.— L'organisation de la délégation sera précisée dans le cadre d'une convention signée entre le chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles et le contrôleur des dépenses engagées.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Poeiti Mallegoll, correspondant titulaire, la dérogation reprise à l'article 1er est dévolue à Mme Sandra Ah Ling correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées auprès du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

Art. 4.— L'arrêté n° 3761 VP du 13 avril 2018, accordant une dérogation particulière aux correspondants du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles pour viser les conventions relatives aux mesures d'aides à l'emploi intitulées : "stage d'insertion en entreprises" (SIE), "stages pour travailleurs handicapés" (STH), "stage d'expérience professionnelle" (STEP), "contrats pour l'emploi durables" (CED), "convention d'accès à l'emploi" (CAE), "incitation par la création ou par la reprise d'activité" (ICRA), "contrats pour travailleurs handicapés" (CTH), "mesure apprentissages" (APP), "contrat de soutien à l'emploi" (CSE), "aide au contrat de travail" (ACT) et "aide au contrat de travail professionnel" (ACT PRO), "aide au contrat de travail du primo salarié" (ACT PRIM), "convention d'aide à l'emploi professionnel" (CAE PRO), "corps des volontaires au développement" (CVD) est abrogé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Pour le vice-président et par délégation :
Le contrôleur des dépenses engagées,
Noëlyne TEITI.

ARRETE n° 2959 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 095398 et retrait de la décision de rejet n° 744 VP/DGAE du 21 janvier 2020.

NOR : DAE2051707AM

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d'extension de la prorogation du modèle n° 095398 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-26 du 27 décembre 2019 ;

Vu la décision n° 744 VP/DGAE du 21 janvier 2020 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 095398,

Arrête :

Article 1er. — Le modèle n° 095398, dont la prorogation par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publiée dans le BOPI susvisé, est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — La décision n° 744 VP/DGAE du 21 janvier 2020 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 095398 est retirée.

Art. 3. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président
et par délégation :
*La directrice de la direction générale
des affaires économiques,*
Sabine BAZILE.

ARRETE n° 2960 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 045816 et retrait de la décision de rejet n° 743 VP/DGAE du 21 janvier 2020.

NOR : DAE2051697AM

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée “La propriété industrielle”, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l’INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l’Institut national de la propriété industrielle relatif à l’extension des titres de propriété industrielle (accord d’extension) ;

Vu l’arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé “direction générale des affaires économiques” ;

Vu l’arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l’article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l’arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l’arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d’extension de la prorogation du modèle n° 045816 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-26 du 27 décembre 2019 ;

Vu la décision n° 743 VP/DGAE du 21 janvier 2020 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 045816,

Arrête :

Article 1er.— Le modèle n° 045816, dont la prorogation par l’Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publiée dans le BOPI susvisé, est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu’en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 743 VP/DGAE du 21 janvier 2020 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 045816 est retirée.

Art. 3.— La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président
et par délégation :

*La directrice de la direction générale
des affaires économiques,
Sabine BAZILE.*

ARRETE n° 2961 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant extension de la prorogation du modèle n° 094757 et retrait de la décision de rejet n° 11285 VP/DGAE du 11 octobre 2019.

NOR : DAE2051696AM

Le vice-président, ministre de l’économie et des finances, en charge des grands travaux et de l’économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l’arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l’économie et des finances, en charge des grands travaux et de l’économie bleue ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée “La propriété industrielle”, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l’INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l’Institut national de la propriété industrielle relatif à l’extension des titres de propriété industrielle (accord d’extension) ;

Vu l’arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé “direction générale des affaires économiques” ;

Vu l’arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l’article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l’arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l’arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d’extension de la prorogation du modèle n° 094757 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-19 du 20 septembre 2019 ;

Vu la décision n° 11285 VP/DGAE du 11 octobre 2019 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 094757,

Arrête :

Article 1er.— Le modèle n° 094757, dont la prorogation par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publiée dans le BOPI susvisé, est étendu en Polynésie française, où il produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 11285 VP/DGAE du 11 octobre 2019 portant rejet de la requête en extension sur la prorogation du modèle n° 094757 est retirée.

Art. 3.— La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président
et par délégation :

*La directrice de la direction générale
des affaires économiques,
Sabine BAZILE.*

**ARRETE n° 2962 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant
extension de 2 brevets français.**

NOR : DAE2051573AM

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-23 du 7 juin 2019 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3074410 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-35 du 30 août 2019 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3078301 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 39 NS du 24 juillet 2019 page 4658 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3074410 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 59 NS du 12 septembre 2019 page 7672 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3078301 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2020-08 du 21 février 2020 ayant publié la délivrance de 2 brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans le tableau ci-dessous, sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Demandeur	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3074410	1761539	01/12/2017	INDUSTRIE DISTRIBUTION SERVICE	VILLANDRE PIERRE	BOPI 2019-23 du 07/06/2019 p.4658	JOPF N° 39 NS du 24/07/2019 p.4658
FR3078301	1851634	26/03/2018	RELAXLINE	CABINET MOUTARD	BOPI 2019-35 du 30/08/2019 p.7672	JOPF N° 59 NS du 12/09/2019 p.7672

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président
et par délégation :

*La directrice de la direction générale
des affaires économiques,
Sabine BAZILE.*

**ARRETE n° 2963 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant
extension de 3 dépôts portant sur l'enregistrement
de 8 dessins et modèles français.**

NOR : DAE2051583AM

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances,
en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004
modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie
française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant
proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination
du vice-président et des ministres du gouvernement de la
Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux
attributions du vice-président du gouvernement de la
Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en
charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant
création, organisation et fonctionnement du service
administratif dénommé "direction générale des affaires
économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant
nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de
la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant
délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de
directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son
article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée
portant modification de la 2e partie du code de la propriété
intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété
industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la
procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant
accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la
propriété industrielle relative à l'extension des titres de
propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI)
n° 2020-04 du 21 février 2020 ayant publié le dépôt
n° 20192788 comportant 3 dessins ou modèles, n° 20194157
comportant 3 dessins ou modèles, n° 20200026 comportant
2 dessins ou modèles,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle
enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle
(INPI), publiés dans le BOPI n° 2020-04 susvisé, et listés en
annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie
française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France
métropolitaine.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires
économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui
sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président et par délégation :
*La directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE.*

**ANNEXE À L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 3 DÉPÔTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 8 DESSINS ET MODELES FRANCAIS**

BOPI n° 2020-03 du 7 février 2020

**Articles de photographie, de cinématographie
ou d'optique
(Classe 16)**

Classement : 16-06

N° (s) de publication : 1 051 092 à 1 051 098

N° (s) d'enregistrement ou national : 2019 2788

Dépôt du 18 juin 2019, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 3

Nombre total de reproductions : 8

Dépôt effectué sous la forme simplifiée

Déposant(s) : LOUIS VUITTON MALLETIER,

Société par Actions Simplifiée,

2 rue du Pont-Neuf,

75001 PARIS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SOCIETE LOUIS VUITTON SERVICES, REGISSER Sophie, Direction

Propriété Intellectuelle,

2 rue du Pont-Neuf,

75001 PARIS

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Dernière renonciation partielle à l'ajournement de la publication

Nature du (des) produit(s) : Lunette

D.M. n° 2 : 7 repr.

Date de publication : 21 février 2020

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 2-1 : Lunette vue de dessous

Repr. 2-2 : Lunette vue de dessus

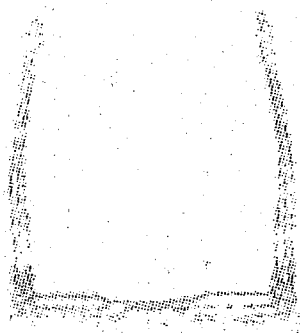
Repr. 2-3 : Lunette vue de dos

Repr. 2-4 : Lunette vue de droite

Repr. 2-5 : Lunette vue de face

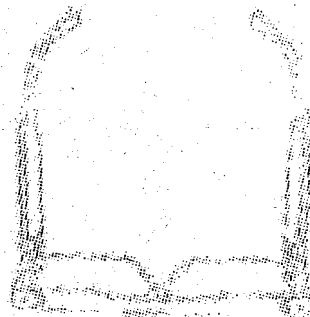
Repr. 2-6 : Lunette vue de gauche

Repr. 2-7 : Lunette vue de perspective



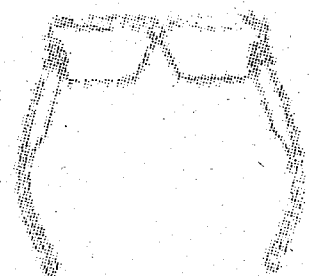
2-1

1 051 092



2-2

1 051 093



2-3

1 051 094



2-4

1 051 095



2-5

1 051 096



2-6

1 051 097



2-7

1 051 098

Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs pour surfaces, ornementation
(Classe 32)

Classement : 32-00

N° (s) de publication : 1 051 395 à 1 051 397

N° (s) d'enregistrement ou national : 2019 4157

Dépôt du 25 septembre 2019, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 3

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : COMPAGNIE LAITIÈRE EUROPÉENNE, Société Anonyme, ., 50890 CONDE-SUR-VIRE, N° SIREN : 780876421

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SB ALLIANCE, LE NY Sabine, 42 rue Rieussec, 78220 VIROFLAY

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) produit(s) : Ornementations pour produits alimentaires

D.M. n° 1 : 1 repr.

D.M. n° 2 : 1 repr.

D.M. n° 3 : 1 repr.

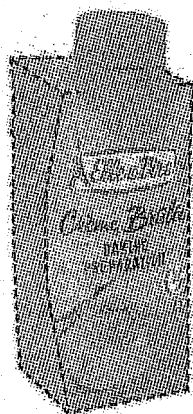
Date de publication : 21 février 2020

Description :

Repr. 1-1 : Vue en perspective

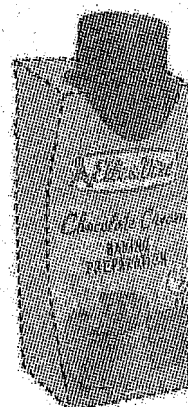
Repr. 2-1 : Vue en perspective

Repr. 3-1 : Vue en perspective



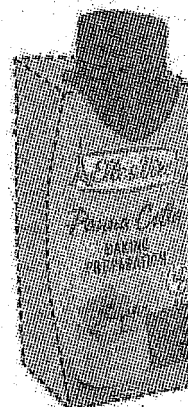
1-1 Reproduction déposée en couleur

1 051 395



2-1 Reproduction déposée en couleur

1 051 396



3-1 Reproduction déposée en couleur

1 051 397

Classement : 32-00

N° (s) de publication : 1 051 471 et 1 051 472

N° (s) d'enregistrement ou national : 2020 0026

Dépôt du 3 janvier 2020, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 2

Déposant(s) : CRUMIERE Thierry, 16 Avenue de Grande-Bretagne, 69006 LYON

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LLR, BONTRON Laurence, Tour Part Dieu - 22e étage,

129 rue Servient,

69003 LYON

Demande d'extension : Polynésie Française

Modèle(s) publié(s)

Nature du (des) produit(s) : Dessin apposable sur tout support

D.M. n° 1 : 1 repr.

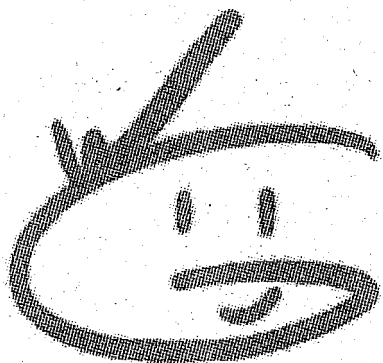
D.M. n° 2 : 1 repr.

Date de publication : 21 février 2020

Description :

Repr. 1-1 : Dessin visage yeux ouverts

Repr. 2-1 : Dessin visage faisant un clin d'œil



1-1

1.051.471



2-1

1.051.472

ARRETE n° 2964 VP/DGAE du 4 mars 2020 portant reconnaissance de 230 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

NOR : DAE2051699AM

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11051 VP du 4 octobre 2019 portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

Pour le vice-président et par délégation :
La directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 230 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI				
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
	MARQUE	1254681	19/12/1983	2013-50
ADOBE INC.	MARQUE	3019480	05/04/2000	2010-22
AFNOR	MARQUE	3003866	27/01/2000	2010-11
AFNOR ASS FRANCAISE DE NORMALISATION	MARQUE	3060060	24/10/2000	2010-50
AFNOR - ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION	MARQUE	3706084	20/01/2010	2010-28
ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	DESSIN ET MODELE	094202	07/09/2008	2010-12
AMPHITECH	MARQUE	3016548	24/03/2000	2010-12
AMPHITECH	MARQUE	3016547	24/03/2000	2010-12
ARKEMA FRANCE	MARQUE	1555491	16/10/1989	2009-45
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3781198	10/11/2010	2011-21
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3057315	11/10/2000	2010-50
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3792646	22/12/2010	2011-23
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3049001	30/08/2000	2010-40
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3761161	19/08/2010	2011-01
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION (AFNOR)	MARQUE	3048999	30/08/2000	2010-40
ATOUT FRANCE, AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	MARQUE	99801681	07/07/1999	2009-35
BARRE BERTRAND	MARQUE	3691731	17/11/2009	2010-16
BARTON & GUESTIER	MARQUE	1548356	29/08/1989	2009-29
BAUSCH & LOMB INCORPORATED	MARQUE	1558571	23/10/1989	2009-49
BIOMERIEUX	MARQUE	3013645	07/03/2000	2010-47
BIOMERIEUX	MARQUE	1580199	14/03/1990	2010-12
BIOMERIEUX	MARQUE	1630584	30/11/1990	2010-42
BIOMERIEUX	MARQUE	1593920	25/05/1990	2010-22
BIOMERIEUX	MARQUE	1607928	06/08/1990	2011-10
BIOMERIEUX	MARQUE	3768919	15/09/2010	2011-06
BIOMERIEUX INC.	MARQUE	3718574	04/03/2010	2010-38
BIOMERIEUX, INC.	MARQUE	1607929	08/08/1990	2010-41
BOIRON	MARQUE	3003617	07/02/2000	2010-11
BOISSET LA FAMILLE DES GRANDS VINS	MARQUE	3016707	20/03/2000	2010-10
BRASSICA ACQUISITION	MARQUE	1552214	26/09/1989	2009-34
BRIGO DEPOT	MARQUE	3724583	25/03/2010	2010-35
CAFFET PASCAL	MARQUE	1549132	01/09/1989	2009-53
CARMILA ORLEANS	MARQUE	3664526	16/07/2009	2009-51
CARREFOUR	MARQUE	3664192	15/07/2008	2010-02
CARREFOUR	MARQUE	99813018	20/09/1999	2009-33
CARREFOUR	MARQUE	3677724	21/09/2009	2010-08
CARREFOUR	MARQUE	3689710	06/11/2009	2010-43
CARREFOUR	MARQUE	3679933	29/08/2009	2010-09
CARREFOUR	MARQUE	1558401	20/10/1989	2009-45
CARREFOUR	MARQUE	99814420	28/09/1999	2009-33
CARREFOUR HYPERMARCHES	MARQUE	3684432	16/10/2009	2010-14
CFA INSTITUTE	MARQUE	99829770	17/12/1999	2009-43
CFA INSTITUTE	MARQUE	99829769	17/12/1999	2009-43
CHAMPAGNE LOUIS ROEDERER (CLR)	MARQUE	3725826	30/03/2010	2010-35
CHAMPAGNE LOUIS ROEDERER (CLR)	MARQUE	1572082	25/01/1990	2010-07
CHAMPAGNES P. & C. HEIDSIECK	MARQUE	3051923	15/09/2000	2010-30
CHEPLAPHARM ARZNEIMITTEL GMBH	MARQUE	1413208	12/06/1987	2008-23

CHEVRON INTELLECTUAL PROPERTY LLC	MARQUE	1567325	27/12/1989	2009-51
CHEVRON INTELLECTUAL PROPERTY LLC	MARQUE	1567326	27/12/1989	2009-51
COMPAGNIE CHAMPENOISE PH-CH. PIPER HEIDSIECK	MARQUE	1582271	27/03/1990	2010-12
COMPAGNIE FINANCIERE SARBEQ	MARQUE	1565973	18/12/1989	2010-07
COMPAGNIE FINANCIERE SARBEQ	MARQUE	1738908	18/12/1989	2010-07
COMPONENTES ELECTRICOS DEL LLOBREGAT, S.L.	MARQUE	1558816	07/11/1989	2010-11
CSP PARIS FASHION GROUP	MARQUE	3701839	30/12/2009	2010-22
CUEVAS RAMON	MARQUE	3731251	19/04/2010	2010-37
D'ARENBERG PIERRE	MARQUE	99818134	18/10/1999	2009-50
D'ARENBERG PIERRE	MARQUE	99817240	13/10/1999	2009-49
D'ARENBERG PIERRE	MARQUE	99818135	18/10/1999	2009-50
DARRAS ERIC - SC CHATEAU DU BRANDA	MARQUE	1481546	02/06/1988	2008-39
DESTINATION	MARQUE	3685472	21/10/2009	2010-22
DESTINATION	MARQUE	99821370	28/10/1999	2010-16
DESTINATION	MARQUE	3692286	19/11/2009	2010-27
DISTRIBUTION DE MATERIAUX POUR LES TRAVAUX PUBLICS - D.M.T.P.	MARQUE	99830273	21/12/1999	2009-41
DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC	MARQUE	3716016	24/02/2010	2010-30
DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC	MARQUE	3012788	08/03/2000	2010-17
DOMAINES OTT	MARQUE	1570261	16/01/1990	2010-09
DOMAINES OTT	MARQUE	1570260	16/01/1990	2010-09
DOMAINES OTT	MARQUE	1596558	11/06/1990	2010-22
DOMAINES OTT	MARQUE	1570264	16/01/1990	2010-09
DOMAINES OTT	MARQUE	1597237	14/06/1990	2010-22
DOMAINES OTT	MARQUE	1596558	11/06/1990	2010-22
DOMAINES OTT	MARQUE	1596561	11/06/1990	2010-22
DOMAINES OTT	MARQUE	3007193	14/02/2000	2010-09
DOMAINES OTT	MARQUE	98757746	04/11/1998	2010-09
ERAM	MARQUE	1731956	25/01/1990	2009-51
ETABLISSEMENTS DECAEUX	DESSIN ET MODELE	045717	29/11/2004	2005-09
ETABLISSEMENTS DECAEUX	DESSIN ET MODELE	045717	29/11/2004	2014-17
EVOQUA WATER TECHNOLOGIES LLC	MARQUE	1555780	18/10/1989	2009-39
FAULTLESS STARCH/BON AMI COMPANY	MARQUE	1630087	03/11/1989	2009-53
FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES	MARQUE	3682245	08/10/2009	2010-10
FEDERATION FRANCAISE DES BANQUES ALIMENTAIRES	MARQUE	3673591	02/09/2009	2010-05
FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE	MARQUE	1555026	12/10/1989	2009-50
FOODS INTERNATIONAL SAS	MARQUE	1581889	20/03/1990	2010-12
FOX MEDIA LLC	MARQUE	3690847	13/11/2009	2010-15
FRANPRIX HOLDING	MARQUE	1570895	18/01/1990	2010-08
FRANPRIX HOLDING	MARQUE	1578439	02/03/1990	2010-12
GERFLOR	MARQUE	3679483	28/09/2009	2010-09
GILAC PROFESSIONNEL	MARQUE	1566529	22/12/1989	2010-05
GREENWEEZ	MARQUE	3681357	05/10/2009	2010-10
GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU CLOS LA MADELEINE	MARQUE	1562704	18/10/1989	2009-49
GUNNEBO FRANCE	MARQUE	99816924	12/10/1999	2009-49
HEYDT-TRIMBACH BERNARD	MARQUE	1567048	04/09/1989	2009-42
HUMEAU BEAUPREAU	DESSIN ET MODELE	093665	30/07/2009	2009-20
IAU ILE-DE-FRANCE	MARQUE	3678120	21/09/2009	2010-13
IAU ILE-DE-FRANCE	MARQUE	3678119	21/09/2009	2010-13
IMAXIO	MARQUE	3693817	25/11/2009	2010-17
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE	MARQUE	3703719	11/01/2010	2010-28
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM)	MARQUE	3703835	12/01/2010	2010-28
JUWI HOLDING AG	MARQUE	3706162	20/01/2010	2010-45

KENZO	MARQUE	3006382	09/02/2000	2010-10
KENZO	MARQUE	3018288	30/03/2000	2010-10
KENZO	MARQUE	3779884	05/11/2010	2011-10
KENZO	MARQUE	3032773	06/06/2000	2010-10
KEOLIS	MARQUE	3597369	09/12/2009	2010-19
KEOLIS	MARQUE	3597364	09/12/2009	2010-37
KEOLIS	MARQUE	3979351	28/09/2009	2010-09
KEOLIS	MARQUE	3674032	04/09/2009	2010-05
KERNEOS	MARQUE	3588619	03/11/2009	2010-14
KERNEOS	MARQUE	3588618	03/11/2009	2010-14
KINGFISHER INVESTISSEMENTS	MARQUE	3595671	02/12/2009	2010-19
L.M.C. - EUROOLD	MARQUE	1567620	22/12/1989	2009-42
L.M.C. - EUROOLD	MARQUE	1559144	03/11/1989	2009-38
LAAN VAN KRONENBURG 8	MARQUE	1659854	13/11/1989	2010-16
LAITERIE DE MONTAIGU	MARQUE	1558314	03/11/1989	2009-38
LAITERIE DE MONTAIGU - SAS SABOURIN	MARQUE	1721945	20/11/1989	2009-38
LAURENT-PERRIER	MARQUE	3038625	04/07/2000	2010-18
LAURENT-PERRIER	MARQUE	1597428	15/06/1990	2010-18
LAURENT-PERRIER	MARQUE	1573547	02/02/1990	2010-02
LAURENT-PERRIER	MARQUE	3051556	14/09/2000	2010-30
LAURENT-PERRIER	MARQUE	1619857	09/10/1990	2010-45
LAURENT-PERRIER	MARQUE	1584166	30/03/1990	2010-02
LEFEBVRE SYSTEMES D'INFORMATION	MARQUE	99822488	09/11/1999	2010-02
LEJAY LAGOUTE	MARQUE	1701149	26/06/1990	2010-14
LEJAY LAGOUTE	MARQUE	1593374	22/05/1990	2010-14
LEJAY LAGOUTE	MARQUE	1593375	22/05/1990	2010-14
LEJAY LAGOUTE	MARQUE	1601473	10/07/1990	2010-18
LEJAY LAGOUTE	MARQUE	3769951	28/09/2010	2011-06
LES CREATIONS L.T.N.	MARQUE	99824155	19/11/1999	2009-45
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046154	22/12/2004	2005-11
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046153	22/12/2004	2005-11
LES ROBINETS PRESTO	MARQUE	3002561	21/01/2000	2010-06
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046153	22/12/2004	2010-03
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046155	22/12/2004	2005-11
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046154	22/12/2004	2005-11
LES ROBINETS PRESTO	DESSIN ET MODELE	046155	22/12/2004	2010-03
LILLY FRANCE	MARQUE	3684906	20/10/2009	2010-12
LILLY FRANCE SA	MARQUE	99818163	19/10/1999	2009-45
LIPPI LA CLOTURE	MARQUE	3001561	10/01/2000	2009-52
LIPPI LA CLOTURE	MARQUE	3001560	10/01/2000	2009-52
LIPPI LA CLOTURE	MARQUE	3694371	25/11/2009	2010-17
LISE CHARMEL INDUSTRIE	MARQUE	1555185	09/10/1989	2009-31
LOCAL.FR	MARQUE	3721821	16/03/2010	2010-33
LOCAL.FR	MARQUE	3721822	16/03/2010	2010-33
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3779883	05/11/2010	2011-10
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3776369	21/10/2010	2011-09
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	1580281	14/03/1990	2010-09
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3736211	06/05/2010	2010-38
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	1605988	25/07/1990	2010-34
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	1613382	04/09/1990	2010-33
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3739288	19/05/2010	2010-47
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	1619449	01/10/1990	2010-33
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3767757	20/09/2010	2011-05
LVMH FRAGRANCE BRANDS	MARQUE	3009708	17/02/2000	2013-09
MAISON LABOURE ROI	MARQUE	1579812	07/03/1990	2010-14
MAISON LOUIS BOUILLOT	MARQUE	1664923	29/03/1990	2010-10
MANNA PRO PRODUCTS LLC	MARQUE	1559054	09/11/1989	2009-40
MARIONNET	MARQUE	3695529	01/12/2009	2010-23
MEDIAMETRIE	MARQUE	3763273	01/09/2010	2011-03

MEDIAMETRIE	MARQUE	3784014	22/11/2010	2011-12
MEDIAMETRIE	MARQUE	1630809	04/12/1990	2010-40
MEDIAMETRIE	MARQUE	3726627	01/04/2010	2010-35
MEDIAMETRIE	MARQUE	1626546	09/11/1990	2010-40
MEDIAMETRIE	MARQUE	3729584	13/04/2010	2010-37
MEDIAMETRIE	MARQUE	3702842	06/01/2010	2010-23
MEDIAMETRIE	MARQUE	3726626	01/04/2010	2010-35
MEDIAMETRIE	MARQUE	3729585	13/04/2010	2010-37
METROPOLE TELEVISION	MARQUE	1550571	12/09/1989	2009-36
MIGHTY SEVEN INTERNATIONAL CO., LTD	MARQUE	3679477	28/09/2009	2010-09
MONDIAL ASSISTANCE FRANCE	MARQUE	1554658	10/10/1989	2009-48
MOREALIM	MARQUE	3677951	22/09/2009	2010-08
MOREALIM	MARQUE	3677952	22/09/2009	2010-08
MUSARM PRODUCTIONS	MARQUE	1561728	24/11/1989	2009-52
NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY	MARQUE	1672675	30/01/1990	2009-42
NEW ZEALAND MILK BRANDS LIMITED	MARQUE	1690353	12/06/1990	2010-31
NEW ZEALAND MILK BRANDS LIMITED	MARQUE	1694858	30/05/1990	2010-26
NEXEN TIRE CORPORATION	MARQUE	3011321	25/02/2000	2010-10
NEXEN TIRE CORPORATION	MARQUE	3011320	25/02/2000	2010-10
NORAUTO INTERNATIONAL	MARQUE	3680817	02/10/2009	2010-15
NORAUTO INTERNATIONAL	MARQUE	3680818	02/10/2009	2010-15
NORDNET	MARQUE	3728754	09/04/2010	2012-09
NORDNET	MARQUE	3707642	26/01/2010	2010-27
NORDNET	MARQUE	3066836	27/11/2000	2011-01
NORDNET	MARQUE	3009212	22/02/2000	2010-13
ORFEVRIERE CHRISTOFLE	MARQUE	3013895	14/03/2000	2010-02
ORFEVRIERE CHRISTOFLE	MARQUE	3713125	16/02/2010	2010-29
PARFUMS GIVENCHY	MARQUE	3750318	30/06/2010	2010-46
PIPER HEIDSIECK - ANCIENNE MAISON HEIDSIECK FONDEE EN 1785. COMPAGNIE CHAMPENOISE	MARQUE	3052197	18/09/2000	2010-30
PIPER HEIDSIECK - ANCIENNE MAISON HEIDSIECK FONDEE EN 1785. COMPAGNIE CHAMPENOISE	MARQUE	1608552	15/03/1990	2010-12
POYET MOTTE PUERICULTURE	MARQUE	3677202	17/09/2009	2011-01
PROMISE PROTEOMICS	MARQUE	3695347	01/12/2009	2010-25
R.BONNETERRE	MARQUE	1664386	11/10/1989	2010-10
RECH	MARQUE	3688884	04/11/2009	2010-16
REVERDY PATRICK	MARQUE	3017327	22/03/2000	2009-53
SALAISONS ET CONSERVES DU ROUERQUE " S.A.C.O.R. "	MARQUE	1556441	20/10/1989	2009-46
SARBEC DEVELOPPEMENT	MARQUE	1568990	09/01/1990	2010-07
SAS DOMAINES BOUTEILLER	MARQUE	99823484	16/11/1999	2009-43
SAS FROMAGERIE DE LIVAROT	MARQUE	1742809	18/12/1989	2009-53
SCB	MARQUE	3691479	16/11/2009	2012-52
SERVICE CONCIERGE	MARQUE	3712876	15/02/2010	2010-29
SILEC CABLE	MARQUE	1525650	21/04/1989	2009-19
SILEC CABLE	MARQUE	1559259	10/11/1989	2009-46
SOCIETE A.S	MARQUE	3056289	06/10/2000	2010-45
SOCIETE A.S	MARQUE	1604006	08/03/1990	2010-03
SOCIETE A.S.	MARQUE	1738261	14/08/1990	2010-21
SOCIETE A.S.	MARQUE	3058288	06/10/2000	2010-45
SOCIETE A.S.	MARQUE	3062940	07/11/2000	2010-45
SOCIETE CIVILE AGRICOLE " DOMAINE DE LA VOUGERAIE	MARQUE	99821909	29/10/1999	2009-43
SOCIETE CIVILE DU CHATEAU D'YQUEM	MARQUE	1575613	15/02/1990	2010-14
SOCIETE CIVILE DU CHATEAU D'YQUEM	MARQUE	1575612	15/02/1990	2010-14
SONIA RYKIEL CREATION ET DIFFUSION DE MODELES	MARQUE	1516842	13/03/1989	2009-24
SPEED FRANCE SAS	MARQUE	3169077	13/06/2002	2012-32
SPEED FRANCE SAS	MARQUE	3137183	14/12/2001	2011-40
SPEED FRANCE SAS	MARQUE	3169800	16/04/2002	2012-24
SPEED FRANCE SAS	MARQUE	3189399	17/10/2002	2012-51
STEINITZ SARL	MARQUE	3753116	12/07/2010	2010-49
STEINITZ SARL	MARQUE	3792542	22/12/2010	2011-16
TECHNISYNTHESE	MARQUE	3748383	23/06/2010	2010-45
THUASNE	MARQUE	3015739	21/03/2000	2010-19
THUASNE	MARQUE	3706809	22/01/2010	2010-25
THUASNE	MARQUE	3726101	31/03/2010	2010-35
TIPPAGRAL	MARQUE	1571417	17/01/1990	2009-46
TUBESCA-COMABI	MARQUE	99822060	03/11/1999	2009-37
UNIC	MARQUE	3004744	26/01/2000	2010-08
UNIC	MARQUE	3704483	14/01/2010	2010-24
VETIR	MARQUE	3744484	08/06/2010	2011-15
VETIR	MARQUE	3710406	05/02/2010	2010-27
VIGO JULIEN	MARQUE	3716139	24/02/2010	2010-30
VINCI CONSTRUCTION	MARQUE	3002638	21/01/2000	2010-09
VOGEL HOLDING	MARQUE	99814667	29/09/1999	2009-31
WAHL CLIPPER CORPORATION	MARQUE	1561836	24/11/1989	2009-37

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

ARRETE n° 2888 MLA/DPAM du 3 mars 2020 portant modification de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 modifié portant délivrance d'un agrément à la SARL Moorea Trip Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea.

NOR : DAM2051641AM

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 5329 MLA du 4 juin 2018 modifié portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 modifié portant délivrance d'un agrément à la SARL Moorea Trip Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea ;

Vu la demande d'agrément de nouveaux guides accompagnateurs en date du 8 juillet 2019, complétée le 26 février 2020 ;

Vu la déclaration d'activités 2019 en date du 29 janvier 2020 et les compléments d'information en date du 25 février 2020,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe II de l'arrêté n° 10488 MET du 27 novembre 2015 modifié susvisé est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 2.— La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des affaires
maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.*

ANNEXE II

(màj au 26/02/2020)

A L'ARRETE N°

02 888

/ MLA/ DPAM du

03 MAR. 2020**LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié, relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

GUIDES ACCOMPAGNATEURS AGREES

1	Hotu, Mehao, Hugh KELLEY	Né le 16/12/1989 à Afareaitu Permis de conduite en mer (côtier) BSA recyclé 2019 (1)
2	Jérémy ROYER	Né le 11 mars 1987 à Bruxelles Permis de conduite en mer (côtier) BSA 2018 (1)
3	Heimanu, Edmond, Tearikinui MANCHO	Né le 10 juillet 1987 à Papeete Permis de conduite en mer (côtier) BSA 2018 (1)
4	Annabel MELOT ép. DI DOMENICO	Née le 05 août 1970 à Lisieux Permis de conduite en mer (hauturier) BSA 2019 (1)
5	Tihoti PUTOA	Né le 14 mai 1988 à Papeete Permis de conduite en mer (côtier) BSA 2017 (1)
(1) BSA = Brevet de Surveillant Aquatique		

VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES

N°	VNM	Immatriculé le	N°	VNM	Immatriculé le
1	PY 14546	10/06/2015	12	PY 14810	27/07/2018
2	PY 14548	11/06/2015	13	PY 14811	27/07/2018
3	PY 14553	11/06/2015	14	PY 14896	05/06/2019
4	PY 14554	11/06/2015	15	PY 14897	05/06/2019
5	PY 14571	16/09/2015	16	PY 14898	05/06/2019
6	PY 14596	24/03/2016	17	PY 14899	05/06/2019
7	PY 14597	24/03/2016	18	PY 14972	10/02/2020
8	PY 14598	24/03/2016	19	PY 14973	10/02/2020
9	PY 14676	26/01/2017	20	PY 14974	10/02/2020
10	PY 14747	16/10/2017	21	PY 14975	10/02/2020
11	PY 14748	16/10/2017			

ARRETE n° 2891 MLA du 3 mars 2020 portant délégation de signature du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, à Mme Emmanuelle Thenot, directrice par intérim de la délégation à l'habitat et à la ville (DHV).

Le ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 641 CM du 20 mai 2016 portant création et organisation de la délégation à l'habitat et à la ville ;

Vu l'arrêté n° 120 CM du 10 février 2020 portant nomination de Mme Emmanuelle Thenot en qualité de directrice par intérim de la délégation à l'habitat et à la ville ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de services,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle Thenot en qualité de directrice par intérim de la délégation à l'habitat et à la ville (DHV), à l'effet de signer au nom du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2. — Mme Emmanuelle Thenot représente le ministre en tant que de besoin dans les instances de concertation, d'animation et d'évaluation des dispositifs liés à la politique de l'habitat, de la ville et de la rénovation urbaine.

Art. 3. — Mme Emmanuelle Thenot est habilitée à signer les actes et documents ci-après :

A - En matière de gestion du personnel placé sous son autorité :

- a) Les ordres de déplacements à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas huit (8) jours ainsi que les réquisitions de passagers et de bagages correspondantes ;
- b) La gestion courante des agents placés sous son autorité (affectation, mutation, etc.) ;
- c) Les certificats de travail ou autres attestations prévus par la réglementation sociale ;
- d) Les conventions de stage, convention d'engagement de volontaire au développement (CVD) et tout contrat établi dans le cadre des mesures d'aides à l'emploi prescrites par la réglementation (STH, CAE...) ;
- e) Les congés de toute nature à passer sur le territoire, ou à l'extérieur, de la Polynésie française ;
- f) Les permissions exceptionnelles prévues par la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration et par le statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;
- g) Les notations et/ou les appréciations sur la manière de servir des agents du service ;
- h) Les propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelon ;
- i) Les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, infligés aux agents placés sous son autorité.

B - En matière de gestion des crédits :

- a) L'engagement, la certification des services faits et la liquidation des dépenses imputables sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui ont été notifiées au titre de la délégation à l'habitat et à la ville, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- b) La signature de tous contrats, avenants, correspondances et autres actes dans le cadre de la commande publique relatifs aux prestations d'études nécessaires à l'exercice des missions dévolues à la délégation à l'habitat et à la ville dans la limite d'un montant inférieur ou égal à quinze (15) millions de francs CFP (15 000 000 F CFP) hors taxes ; ainsi que la certification du caractère exécutoire de ces actes ;
- c) Les documents contractuels relatifs aux marchés publics passés au nom de la Polynésie française pour les prestations d'étude relevant du périmètre d'intervention de la DHV d'un montant inférieur ou égal à quinze (15) millions de francs CFP (15 000 000 F CFP) hors taxes ;
- d) La notification des documents nécessaires à l'exécution des marchés publics ;
- e) Les contrats et conventions liés à la gestion courante du service dans la limite d'un montant plafond de trois (3) millions de francs CFP (3 000 000 F CFP) ;
- f) Les réquisitions de passage et de bagages correspondantes, à l'intérieur de la Polynésie française, pour toutes missions ou déplacements de moins de huit (8) jours ;
- g) La liquidation des recettes dans le respect de la réglementation en vigueur.

C - Autres actes :

- a) Tous bordereaux et notes de présentation.

Art. 4.— En cas d'empêchement ou d'absence de la directrice, la même délégation, à l'exclusion des actes en points A-f, A-g et A-h du présent article, est attribuée à Mme Onyx Lebihan.

Art. 5.— L'arrêté n° 5318 MLA du 4 juin 2018 portant délégation de signature du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, à M. Mahiddine Hedli, directeur de la délégation à l'habitat et à la ville, est abrogé.

Art. 6.— La directrice par intérim de la délégation à l'habitat et à la ville est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Jean-Christophe BOUISSOU.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DU TRAVAIL

ARRETE n° 2867 MTT du 3 mars 2020 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Anapa V".

NOR : SDT2051011AM-1

Le ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 654 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 121 MTE du 5 septembre 2007 modifié portant attribution de licences de navigation charter "professionnelles" à Tahiti Yacht Charter SARL ;

Vu le courrier de demande de retrait de licence du 26 décembre 2019 de Mme Camille Andrieux, directrice générale déléguée de la SAS Tahiti Yacht Charter,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter "professionnelle" attribuée à Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Anapa V" est retirée à la demande du

bénéficiaire, pour cessation d'activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 2868 MTT du 3 mars 2020 portant retrait de la licence de navigation charter "professionnelle" délivrée à la société Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Kaveka 3".

NOR : SDT2051242AM-1

Le ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 654 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le courrier de demande de retrait de licence du 26 décembre 2019 de Mme Camille Andrieux, directrice générale déléguée de la SAS Tahiti Yacht Charter,

Arrête :

Article 1er.— La licence de navigation charter "professionnelle" attribuée à la société Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Kaveka 3" est retirée à la demande du bénéficiaire pour cessation d'activité de navigation charter du navire.

Art. 2.— L'arrêté n° 2582 MTT du 3 mai 2010 modifié portant attribution d'une licence "flottante" de navigation charter "professionnelle" à la société Tahiti Yacht Charter SARL pour le voilier "Kaveka 3", est abrogé.

Art. 3.— Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Nicole BOUTEAU.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE VERTE
ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 2869 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Terre sans nom", cadastrée commune de Manihi, section E n° 88, au profit de M. John Tetauru Hatitio.

NOR : DAF1952344AM-1

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de M. John Tetauru Hatitio en date du 3 juin 2019 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 11 septembre 2019 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. John Tetauru Hatitio en date du 23 septembre 2019,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dénommée "Terre sans nom", cadastrée commune de Manihi, section E n° 88, d'une superficie totale de 13 360 mètres carrés, est autorisée au profit de M. John Tetauru Hatitio à

des fins d'assise foncière pour la perliculture sur 500 mètres carrés et d'agriculture (vivrière et coprahculture) sur le surplus restant de 12 860 mètres carrés.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation est caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *vingt mille trois cent soixante francs CFP* (20 360 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le bénéficiaire est tenu au strict respect des prescriptions suivantes émises par la direction de l'aviation civile :

- l'activité perlicole ne devra pas attirer les oiseaux en quête de nourriture ;
- tout rejet de chair de troca, bénitier, ou autres coquillages, poissons ou crustacés, dans l'environnement est interdit ;
- les déchets organiques qui pourraient être produits par ce type d'activités seront enfouis dans le sol et rendus inaccessibles aux volatiles, sinon conditionnées dans l'attente de leur traitement, dans des bacs munis de couvercles et évacués à plus de 10 kilomètres de l'aérodrome.

Art. 8.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 7658 MLV du 1er septembre 2016 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "sans nom", cadastrée section E n° 88, sise commune de Manihi au profit de M. John Hatitio.

Art. 9.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Tearii ALPHA.

ARRETE n° 2881 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", sise à Hao et cadastrée section AI n° 162, au profit de Mme Solange Roti Tuahine.

NOR : DAF1951889AM-1

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mme Solange Roti Tuahine en date du 8 mars 2018, reçue le 16 mars 2018 à la direction des affaires foncières ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 24 juillet 2018 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Solange Roti Tuahine en date du 20 novembre 2018 ;

Vu la lettre n° 201801020743/DA/SJ/VL/rh de l'Office polynésien de l'habitat réceptionné le 4 janvier 2019 relative à la durée des baux des terres domaniales dans le cadre d'aide au logement attribuée par l'OPH ;

Vu le document d'arpentage n° 2020013 du 2 décembre 2019,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", sise à Hao, cadastrée section AI n° 162 d'une superficie totale de 700 mètres carrés, est

autorisée au profit de Mme Solange Roti Tuahine, à des fins d'habitation (type OPH).

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de quinze (15) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-quatre mille cinq cents francs CFP* (24 500 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— L'arrêté n° 504 MED du 17 janvier 2019 autorisant la location d'une emprise de 700 mètres carrés à détacher de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", cadastrée section AI n° 70, sise commune de Hao, au profit de Mme Solange Roti Tuahine, est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Tearii ALPHA.

ARRETE n° 2882 MED du 3 mars 2020 autorisant la location de la parcelle dépendant de la terre dénommée "Tikahiva", sise à Hao et cadastrée section AI n° 164, au profit de Mme Fifi Vairoa Teuru épouse Allot.

NOR : DAF2050490AM-1

Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mme Fifi Vairoa Teuru épouse Allot en date du 30 avril 2018, reçue le 7 mai 2018 à la direction des affaires foncières ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 4 septembre 2018 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Fifi Vairoa Teuru épouse Allot en date du 21 novembre 2018 ;

Vu la lettre n° 201801020743/DA/SJ/VL/rh de l'Office polynésien de l'habitat réceptionné le 4 janvier 2019, relative à la durée des baux des terres domaniales dans le cadre d'aide au logement attribuée par l'OPH ;

Vu l'avis de la commune de Hao réceptionné le 2 décembre 2019 ;

Vu le document d'arpentage n° 2020013 du 2 décembre 2019,

Arrête :

Article 1er. — La location de la parcelle dépendant de la terre Tikahiva, sise à Hao et cadastrée section AI n° 164 d'une superficie totale de 674 mètres carrés, est autorisée au profit de Mme Fifi Vairoa Teuru épouse Allot, à des fins d'habitation (type OPH).

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de quinze (15) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à *vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-dix francs CFP* (23 590 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris en conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le ministre de l'économie verte et du domaine, en charge des mines et de la recherche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Tearii ALPHA.

MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

ARRÊTE n° 2889 MAE/DGEN du 3 mars 2020 portant assignation de fréquences à la société VITI.

NOR : ADN2051407AM

Le ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 23 août 2013 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 5319 MAE du 4 juin 2018 portant délégation de signature du ministre de la modernisation, de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique, à M. Karl Tefaatau, chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 conférant à la société ViTi la qualité d'opérateur de télécommunication comme fournisseur d'accès à Internet et l'autorisant en conséquence à établir et à exploiter un réseau de télécommunication ouvert au public et à fournir un service de télécommunication ouvert au public ;

Vu l'arrêté n° 633 CM du 5 mai 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SAS ViTi pour un réseau de télécommunication ouvert au public ;

Vu la demande de la société ViTi en date du 29 janvier 2020 ;

Vu l'avis de l'affectataire ministère des armées du 28 février 2020,

Arrête :

Article 1er. — Les fréquences mentionnées dans le tableau ci-dessous sont assignées à la société ViTi, représentée par M. Bernard Foray.

Liaison	Largeur de bande	Fréquences
T02 L'hôtel KON TIKI à Papeete et T12 Banque de Tahiti (38 Rue François Cardella) Papeete	27,5 MHz	18676,25 MHz et son duplex 19686,25 MHz

Art. 2. — Les réseaux autorisés sont des réseaux de télécommunications du service fixe implanté sur l'île de Tahiti, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent.

Les plans et détails techniques de ces réseaux sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 3. — La société ViTi accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à ses installations.

Art. 4. — La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période couverte par l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 susvisé.

Art. 5. — Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef de la direction générale
de l'économie numérique,
Karl TEFAATAU.

**ARRETE n° 2890 MAE/DGEN du 3 mars 2020 portant
assignation de fréquences à la société ViTi.**

NOR : ADN2061694AM

Le ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 23 août 2013 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 5319 MAE du 4 juin 2018 portant délégation de signature du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique, à M. Karl Tefaatau, chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 conférant à la société ViTi la qualité d'opérateur de télécommunication comme fournisseur d'accès à Internet et l'autorisant en conséquence à établir et à exploiter un réseau de télécommunication ouvert au public et à fournir un service de télécommunication ouvert au public ;

Vu l'arrêté n° 633 CM du 5 mai 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la SAS ViTi pour un réseau de télécommunication ouvert au public ;

Vu la demande de la société ViTi en date du 19 février 2020,

Arrête :

Article 1er. — Les fréquences mentionnées dans le tableau ci-dessous sont assignées à la société ViTi, représentée par M. Bernard Foray.

Liaisons	Largeur de bande	Fréquences
T33 Mataiea PK 45,800 côté montagne et T71 Mataiea 2 PK 48,300 Otiaroa côté mer	40 MHz	11015 MHz et son duplex 11505 MHz
T74 Puen PK 9,300 Route du cimetière et T47 Taravao PK0 réservoirs	40 MHz	10735 MHz et son duplex 11225 MHz
T74 Puen PK 9,300 Route du cimetière et T73 Tautira PK 18 côté mer	40 MHz	10975 MHz et son duplex 11465 MHz
T09 Faa'a Pāmatā Eglise Christ Roi et T03 Faa'a Château d'eau Cité de l'air	40 MHz	10975 MHz et son duplex 11465 MHz

Liaisons	Largeur de bande	Fréquences
T09 Faa'a Pāmatā Eglise Christ Roi et T03 Faa'a Château d'eau Cité de l'air	40 MHz	10815 MHz et son duplex 11305 MHz
T24 Pāpāra pointe Mahatāea PK 39,5 et T76 Mataiea Atinaono PK 42,400 collège	40 MHz	10975 MHz et son duplex 11465 MHz
T08 Papeete Pic Rouge et T03 Faa'a Château d'eau Cité de l'air	40 MHz	10895 MHz et son duplex 11385 MHz
T08 Papeete Pic Rouge et T03 Faa'a Château d'eau Cité de l'air	40 MHz	10735 MHz et son duplex 11225 MHz
T08 Papeete Pic Rouge et T30 Papeete piscine de Tipaerui	40 MHz	10935 MHz et son duplex 11425 MHz

Art. 2. — Les réseaux autorisés sont des réseaux de télécommunications du service fixe implanté sur l'île de Tahiti, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent.

Les plans et détails techniques de ces réseaux sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 3. — La société ViTi accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à ses installations.

Art. 4. — La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période couverte par l'arrêté n° 164 CM du 12 février 2010 susvisé.

Art. 5. — Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de la direction générale
de l'économie numérique,*

Karl TEFAATAU.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

ARRETE n° 2884 MET/DTT du 3 mars 2020 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01C 23B délivrée à la SARL "Matira Excursions" sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT2051610AM

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 755 CM du 24 mai 2019 portant nomination de M. Lucien Pommiez en qualité de directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 5882 MET du 24 mai 2019 portant délégation de signature à M. Lucien Pommiez, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9748 MET du 30 août 2019 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL "Matira Excursions" ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 25 février 2020,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, et conformément à sa demande, la SARL "Matira Excursions" est autorisée à suspendre provisoirement sa licence de transport touristique portant le n° 01C 23B, pour une durée de douze (12) mois à compter du 25 février 2020 au 24 février 2021 inclus.

Art. 2.— L'intéressée est tenue de remettre en exploitation la licence suspendue et désignée à l'article 1er du présent arrêté à l'issue de l'échéance prévue, sous peine de radiation de ladite licence.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres et la Tavana Hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des transports terrestres,
Lucien POMMIEZ.

ARRETE n° 2885 MET du 3 mars 2020 portant nomination de M. Emile Pavaouau, capitaine de 15e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée, portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 7386 MET du 4 juillet 2019 portant délégation de signature à M. Bruno Gerard, directeur de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 7387 MET du 4 juillet 2019 portant délégation de signature à M. Bruno Gerard, directeur de l'équipement, des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu la lettre de l'intéressé du 24 janvier 2020 revêtue de l'avis favorable de son supérieur hiérarchique et de M. le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Arrête :

Article 1er.— M. Emile Pavaouau, capitaine de 15e catégorie, est nommé en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement à compter du 16 mars 2020.

Art. 2.— A compter du 16 mars 2020, M. Emile Pavaouau reçoit délégations de signature au titre des articles 3, 4 et 12 de l'arrêté n° 7386 MET du 4 juillet 2019 et de l'article 3 de l'arrêté n° 7387 MET du 4 juillet 2019.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à M. Emile Pavaouau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2020.

René TEMEHARO.

ARRETE n° 2955 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 74 Tevihonu lot 3 partie (plan 6) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2234 CM du 2 octobre 2019 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est ;

Vu la demande de déconsignation formulée ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 74 Tevihonu lot 3 partie (plan 6) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre cadastrée AR n° 74 TEVIHONU Lot 3 partie (Plan 6)	
1 665 200	Monsieur Tamutaurā, René AVAEMAI né le 2 mai 1949 à Hikueru

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

René TEMEHARO.

ARRETE n° 2956 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 201 Tevihonu lot 3 partie (plan 11) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2234 CM du 2 octobre 2019 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est ;

Vu la demande de déconsignation formulée ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 201 Tevihonu lot 3 partie (plan 11) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre cadastrée AR n° 201 TEVIHONU Lot 3 partie (Plan 11)	
101 200.	Monsieur Tamutaurā, René AVAEMAI né le 2 mai 1949 à Hikueru

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.

René TEMEHARO.

ARRETE n° 2957 MET du 4 mars 2020 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 80 Tevihonu lotissement Teva lot 6 partie (plan 8) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2234 CM du 2 octobre 2019 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est ;

Vu la demande de déconsignation formulée ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AR n° 80 Tevihonu lotissement Teva lot 6 partie (plan 8) nécessaire à l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre cadastrée AR n° 80 TEVIHONU Lotissement TEVA Lot 6 partie (Plan 8)	
1 278 800	Monsieur Joël TARATI né le 24 juillet 1958 à Papeete

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.
René TEMEHARO.

ARRETE n° 2958 MET du 4 mars 2020 portant radiation de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et des licences touristiques accordées à M. Ron Hall.

NOR : DTT2051604AM-1

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application ;

Vu l'extrait du journal la Dépêche publié le 3 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'inscription au plan de transport des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et des licences touristiques 01E 21M et 02B 21M accordées à M. Ron Hall, est radiée.

Art. 2. — L'arrêté n° 4823 MET du 9 juin 2016 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de licences touristiques à M. Ron Hall, est abrogé.

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mars 2020.
René TEMEHARO.

ERRATUM à l'intitulé de l'arrêté n° 2628 MET du 27 février 2020 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Nuku Hiva n° 085 VMT-NKH 04 et portant attribution de quatre licences de véhicule multi-transports à Mme Thérèse Falchetto épouse Tohetiaatua, publié au JOPF n° 18 du 3 mars 2020 à la page 3750.

Au lieu de : "Arrêté n° 2628 MET du 27 février 2020 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de n° 085 VMT-NKH 04 et (...)" ;

Lire : "Arrêté n° 2628 MET du 27 février 2020 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Nuku Hiva n° 085 VMT-NKH 04 et (...)" .

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

DECISION n° 2020-01C CESEC du 28 février 2020 portant modification de la décision n° 2020-01C CESEC du 6 janvier 2020 portant adoption du budget primitif du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2020.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-99 APF du 10 décembre 2019 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 ;

Vu la décision n° 2020-01C du 6 janvier 2020 portant adoption du budget primitif du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2020,

Décide :

Article 1er.— L'article 2 de la décision n° 2020-01C du 6 janvier 2020 est remplacé par : "Le budget d'investissement du Conseil économique, social, environnemental et culturel pour l'exercice 2020 est établi à la somme de *vingt millions de francs CFP* (20 000 000 F CFP) ventilés comme suit :

En recettes

Mission	Art	Libellé	Montant en FCF
900	131	Dotation globale d'investissement au CESEC-2020	13 000 000
	281	Amortissement des immobilisations corporelles	7 000 000
Total des recettes			20 000 000

En dépenses

Mission	Art	Libellé	Montant en FCF
900	213	Aménagement d'une construction	6 000 000
	218	Autres immobilisations corporelles	11 200 000
	215	Installations, matériels et outillages techniques	2 800 000
Total des dépenses			20 000 000

Art. 2.— Le président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2020.

Le président,
Kelly ASIN-MOUX.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

AVIS OFFICIELS

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 10 AU 14 FEVRIER 2020.

Commune de HUAHINE

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
<u>TRAVAUX AUTORISES LE 11 FEVRIER 2020</u>			
PROROGATION 17-043-5/MLA/VAU.ISLV	M. Tamaiti Julio TEHEI- FAAHU	sur la parcelle cadastrée n° 2 section HO de la terre POHOTO lot 1B sise à HAAPU	Travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH
19-443-3/MLA/VAU.ISLV	M. Nehemia ARIIOEHAU	sur la parcelle cadastrée n° 19 section HN de la terre TARIPO lot H sise à HAAPU	Travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH

Commune de MAUPITI

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 FEVRIER 2020</u>			
PROROGATION 17-051-7/MLA/VAU.ISLV	Mme Iléna Aroriti YEE ON épse LO YAT	sur la parcelle cadastrée n° 8 section AM de la terre VAIPAQA 2 partie	Travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH
<u>TRAVAUX AUTORISES LE 11 FEVRIER 2020</u>			
19-298-4/MLA/VAU.ISLV	COMMUNE DE MAUPITI	sur les parcelles cadastrées n° 46,50 et 51 section AB des remblais	Travaux de reconstruction de 2 salles de classe de l'école élémentaire de MAUPITI

Commune de UTUROA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISES LE 11 FEVRIER 2020			
19-494-3/MLA/AU.ISLV	Mme Cathy HOLMAN ATHENA DESIGN pour le compte de COFFEE SHOP représentée par Mme Sandrine PINSON	sur la parcelle cadastrée n° 63 section AD du lot de ville n°94 parcelle C -AFAREAITU	Travaux d'aménagement d'un coffee shop dans un local existant et extension par le rajout d'un sanitaire, d'un vestiaire et d'un deck

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 17 AU 22 FEVRIER 2020.**

Commune de BORA BORA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISES LE 19 FEVRIER 2020			
19-458-4/MLA/AU.ISLV	Mme Heleani HAOATAI	sur la parcelle cadastrée n° 10 section AN de la terre TEAOREREVA surplus sise à NUNUE	Travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH

Commune de HUAHINE

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISES LE 18 FEVRIER 2020			
19-156-3/MLA/AU.ISLV	M. Raphaël DUFAU- HAOATAI et Mme Tina LEMAIRE	sur la parcelle cadastrée n° 34 section AD de la terre MOUAHINA-ITI 2 sise à FARE	Travaux de construction d'un bungalow

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié
Arrêté n° 2856 CM du 26/12/2018)

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, Notaires associés à Papeete (île de Tahiti), 83, rue du Commandant-Destremau

FENUA API

Annonce n° 29719

Aux termes d'un acte authentique en date du 28 janvier 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : FENUA API.

Capital : 10 000 F CFP divisé en 100 parts de 100 F CFP chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Rangiroa (98776) Polynésie française, terre Fenua Api.

Objet :

- toute activité commerciale quelle qu'elle soit ;
- le financement desdites opérations au travers d'aides fiscales métropolitaines ou locales disponibles ;
- les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société.

Pour la réalisation de l'objet social, la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise d'œuvre déléguée. La location, l'acquisition et l'appropriation, la prise à bail, de tous biens quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Stéphane Serge Philippe Olivier LASSERRE, demeurant à Boulogne-Billancourt (92100) 4, avenue du stade de Coubertin, né à Bordeaux (33000) le 28 juin 1970.

Cession de parts sociales : Les cessions entre associés sont libres. Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles intervenant au profit d'associés sont soumises à l'agrément de la société.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, Notaires associés à Papeete (île de Tahiti), 83, rue du Commandant-Destremau

AOTERA GUEST HOUSE

Annonce n° 45529

Aux termes d'un acte authentique en date du 28 janvier 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : AOTERA GUEST HOUSE.

Capital : 10 000 F CFP divisé en 100 parts de 100 F CFP chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Rangiroa (98776) Polynésie française, terre Fenua Api.

Objet :

- toute activité commerciale quelle qu'elle soit ;
- le financement desdites opérations au travers d'aides fiscales métropolitaines ou locales disponibles ;
- les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de

tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société.

Pour la réalisation de l'objet social, la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise d'œuvre déléguée. La location, l'acquisition et l'appropriation, la prise à bail, de tous biens quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Stéphane Serge Philippe Olivier LASSERRE, demeurant à Boulogne-Billancourt (92100) 4, avenue du stade de Coubertin, né à Bordeaux (33000) le 28 juin 1970.

Cession de parts sociales : Les cessions entre associés sont libres. Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles intervenant au profit d'associés sont soumises à l'agrément de la société.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,
Notaires associés à Papeete (île de Tahiti),
83, rue du Commandant-Destremau

AOTERA 502

Annnonce n° 86323

Aux termes d'un acte authentique en date du 28 janvier 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : AOTERA 502.

Capital : 10 000 F CFP divisé en 100 parts de 100 F CFP chacune attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Rangiroa (98776) Polynésie française, terre Fenua Api.

Objet : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la

transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres, soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Stéphane Serge Philippe Olivier LASSERRE, demeurant à Boulogne-Billancourt (92100) 4, avenue du stade de Coubertin, né à Bordeaux (33000) le 28 juin 1970.

Cession de parts sociales : Toutes les cessions de parts profitant à une personne n'ayant pas qualité d'associé, quelle que soit la qualité du cessionnaire vis-à-vis du cédant, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire ou à l'accord unanime des associés au sein d'un acte sous seing privé ou authentique. Les cessions de parts intervenant au profit d'associés sont libres.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,
Notaires associés à Papeete (île de Tahiti),
83, rue du Commandant-Destremau

AOTERA 510

Annnonce n° 19178

Aux termes d'un acte authentique en date du 28 janvier 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : AOTERA 510.

Capital : 10 000 F CFP divisé en 100 parts de 100 F CFP chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Rangiroa (98776) Polynésie, terre Fenua Api.

Objet : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres, soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérants : M. Stéphane Serge Philippe Olivier LASSERRE, demeurant à Boulogne-Billancourt (92100) 4, avenue du stade de Coubertin, né à Bordeaux (33000) le 28 juin 1970.

Cession de parts sociales : Toutes les cessions de parts profitant à une personne n'ayant pas qualité d'associé, quelle que soit la qualité du cessionnaire vis-à-vis du cédant, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire ou à l'accord unanime des associés au sein d'un acte sous seing privé ou authentique. Les cessions de parts intervenant au profit d'associés sont libres.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,
Notaires associés à Papeete (île de Tahiti),
83, rue du Commandant-Destremau

SCI EIDOLON

Annonce n° 56471

Aux termes d'un acte authentique en date du 2 mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : SCI EIDOLON.

Capital : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Papeete (98714), résidence Le grand Large, appartement A56.

Objet : En Polynésie française :

- l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil ;
- toute division et approbation desdits immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation, commercial, professionnel ou industriel sur ces immeubles ;

- les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meublés ou immeubles appartenant à ladite société ;
- la location en totalité ou par lots, des immeubles sociaux et éventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société ;
- et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : Le premier gérant de la société est M. Paul de BARTHEZ de MARMORIERES, demeurant à Papeete (98714), Sainte-Amélie, lotissement Urumaru, lot 16.

Cession de parts sociales : Toutes les cession de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaire, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

SARL TAHITI EXCLUSIVE TOURS

Annonce n° 47334

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 24 février 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : SARL TAHITI EXCLUSIVE TOURS.

Capital : 500 000 F CFP.

Siège social : Résidence Teroma 1, lot 908 Faa'a, BP 2424, 98723 Papeete, Polynésie française.

Objet : Le transport routier de voyageurs et/ou de personnes par véhicule de tourisme avec chauffeur et les autres activités récréatives et de loisirs, un service de conciergerie pour particuliers et entreprises et plus généralement toutes opérations industrielles et commerciales, ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant concourir au développement de celle-ci.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance :

- M. Teiva PINERI, né le 21 mai 1984 à Papeete, demeurant à Punaauia ;
- M. Giovanni RELATUA, né le 26 septembre 1976, à Papeete demeurant à Taravao.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

AVIS DE CONSTITUTION

ONE SIDE

Annonce n° 53641

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : ONE SIDE.

Capital : 400 000 F CFP divisé en 400 parts de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en totalité.

Siège social : Papeete, Fare Ute Centre, Puea-Pahonu, BP 2299, 98713 Papeete.

Objet :

- la réalisation de tous travaux de viabilisation et d'aménagement ;
- la construction de bâtiments de toute nature et de toute destination ;
- la réalisation de tous travaux mobiliers et immobiliers ;
- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- la vente, en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement, des constructions y édifiées ;
- l'exercice de toute activité de prestations intellectuelles liées aux activités d'aménagement et de construction (maîtrise d'ouvrage déléguée, conduite d'opération...) ;
- et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance :

- M. Arnaud GENDRON, demeurant à Arue, lotissement Noho Arii ;
- M. Philippe DUBAU, demeurant à Arue, PK 4,900, côté montagne, route du Mont-Thabor.

Clauses d'agrément ou d'inaliénabilité : Les parts sont librement cessibles entre associés. Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés, y compris aux conjoints, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

GSL

Annonce n° 63720

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 3 mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique.

Dénomination : GSL.

Capital : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100 et attribuées à l'associé.

Siège social : Papara, lot n° 6, lotissement Tauratea II, BP 12938, 98712 Papara.

Objet : L'exploitation d'un commerce de prestation de logistique, livraison, manutention, dépotage de containers.

Toutes opérations pouvant concerner directement ou indirectement l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la distribution, la réparation, de matériels et d'outillage avec l'activité ci-dessus.

Et, généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : Mlle Iavana TINORUA demeurant à Papara.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 10 des statuts, les cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les cessions de parts sont libres entre associés uniquement, et toutes les autres cessions, y compris celles au profit de conjoints, ascendants et descendants d'associés doivent être autorisées par la collectivité des associés se prononçant par assemblée générale.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

VINDUSTRIES

Annonce n° 88531

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : VINDUSTRIES.

Capital : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant des apports en numéraire.

Siège social : 179, avenue Pomare, 98713 Papeete.

Objet : Importation, achat, vente, revente, exploitation de tous produits en lien direct ou indirect avec les énergies renouvelables ; installation de tout système électrique chez des particuliers ou professionnels ; importation, achat, vente, revente, exploitation de tous produits d'ameublement ménager ; création, acquisition, location, installation et exploitation de tous fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'objet ci-dessus ; acquisition, prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis ; participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social ; et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Johnny CHE FAT, né le 27 avril 1985 à Papeete, demeurant quartier Vaininiore, 98714 Papeete.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés. Toutes autres cessions, y compris à un ascendant ou un descendant, ne peuvent intervenir qu'après agrément du cessionnaire proposé par la gérance.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

ATM CONSTRUCTION

Annonce n° 80589

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 février 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : ATM CONSTRUCTION.

Capital : 1 000 000 F CFP divisé en 100 parts sociales d'un montant de 10 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en totalité.

Siège social : Punaauia, lotissement Te Tavake, Tahiti.

Objet : L'étude, l'assistance technique dans tous projets d'aménagement, d'assainissement de tous terrains destinés ou non à la construction ; l'étude et l'édification de tous murs de soutènement, la réalisation de tous ouvrages de travaux publics ; l'étude, la maîtrise d'œuvre dans tous projets de constructions de maisons ou immeubles de toutes natures ; la construction de toutes maisons individuelles ou d'immeubles de toutes natures. La propriété, l'administration, la mise en valeur, l'exploitation par tous moyens, de tous biens et droits mobiliers et immobiliers qui pourront être apportés à la société ou acquis par elle au cours de la vie sociale. L'acquisition par voie d'apport, d'achat, d'échange ou autrement, la prise à bail, la location, l'administration et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis. L'acquisition, l'importation, la vente de la distribution de

tous matériels, matériaux de construction, outillage, produits et marchandises, et plus spécialement ceux destinés à la construction et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Laurent GOULET demeurant à Punaauia, lotissement Miri, Tahiti.

Clauses d'agrément ou d'inaliénabilité : Les parts sont librement cessibles entre associés. Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés, y compris aux conjoints, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

AVIS DE MODIFICATION

Me Patrick ABGRALL

Avocat à la cour

Immeuble Fare Tony, 2e étage, Papeete,
BP 40180 Papeete, 98713 Tahiti

TOP JET & TOP QUAD MOOREA

Société à responsabilité limitée

au capital de 500 000 F CFP

Siège social : Maharepa, PK 3,300, côté mer et montagne,
98728 Moorea (BP 3209 Temae, 98728 Moorea)
RCS Papeete n° TPI 12 89 B - n° TAHITI A26267

Annonce n° 59886

Changement de gérance

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 29 février 2020 il a été décidé, consécutivement à une cession de parts sociales, un changement de gérance pour la société à responsabilité limitée "TOP JET & TOP QUAD MOOREA".

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

Ancienne mention :

Gérance : Mme Johanna SCHAPMAN, demeurant à Maharepa, PK 3,300, côté mer et montagne, 98728 Moorea ou BP 3209 Temae, 98728 Moorea.

Nouvelle mention :

Gérance : M. Sébastien CONSTANT et Mme Aurélie MARTIN épouse CONSTANT, demeurant tous deux à Maharepa, PK 4,800, côté montagne, quartier Lucas, 98728 Moorea.

Les formalités sont effectuées au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Patrick ABGRALL.

AVIS DE MODIFICATION

RED ZONE
Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Immeuble Le Bihan, Pirae
RCS Papeete n° TPI 13 22 B

Annonce n° 345

Ventes de parts sociales et modification de gérance

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire du 1er mars 2020, il a été pris acte des résolutions suivantes :

Résolution 1 : Vente des parts sociales :

- M. Laurent VALLOT cède la totalité de ses parts à M. Yann TREGOAT ;

Résolution 2 :

- M. Yann TREGOAT demeurant à Mahina, lotissement Les Hauts de Mahinarama, devient gérant, suite à la démission de M. Laurent VALLOT.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mentions seront faites au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

AVIS DE MODIFICATION

AIFAITORAA CONCIPIO INGENIERIE
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, entre boulevard d'Alsace et rue des Remparts, immeuble Giau, 2e étage, Tahiti, Polynésie française
RCS Papeete n° TPI 18 3 B - n° TAHITI C62763

Annonce n° 36850

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 28 février 2020, les associés ont décidé ce qui suit :

Il a été pris acte de la démission du gérant M. Claude PESSARD à compter de ce jour : M. André CHACRA demeure seul gérant à compter de cette même date.

Il a été décidé de modifier le siège social qui est désormais : Papeete, entre boulevard d'Alsace et rue des Remparts, immeuble Giau, 2e étage (Tahiti, Polynésie française).

*Pour avis,
La gérance.*

AVIS DE MODIFICATION

SOCIETE D'INVESTISSEMENT DE POLYNESIE
Société par actions simplifiée
au capital de 20 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai
RCS Papeete n° TPI 02 30 B

Annonce n° 79363

Par décision des associés de la société en date du 30 décembre 2019, il a été pris acte de la nomination de M. Olivier TRINQUAND, demeurant au centre Paofai,

boulevard Pomare, pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du 1er janvier 2020.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

AVIS DE MODIFICATION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,
Notaires associés à Papeete (île de Tahiti),
83, rue du Commandant-Destremau

SCI COMEBAY
Société civile immobilière
au capital de 180 000 F CFP
Siège social : Papeete, 98713, résidence Paofai E
RCS Papeete n° TPI 5763 C - n° TAHITI 358242

Annonce n° 91364

Modification statutaire

Aux termes d'un acte reçu par Me Jean-Philippe PINNA, notaire associé à Papeete, en date du 19 février 2020, contenant cession de parts sociales et de créances dans la société civile immobilière COMEBAY, ont été constatées les modifications suivantes des statuts de ladite société :

*Ancienne mention :**Article 6 — Capital social :*

Le capital social est fixé à la somme de 180 000 F CFP, soit le montant des apports ci-dessus effectués.

Il est divisé en 180 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, portant les numéros qui sont attribués en représentation de la valeur de leurs apports, savoir :

- les cent quatre-vingts parts, numérotées de 1 à 180 inclus à Mme Cécile GEST, 180.

Total égal aux parts composant le capital social : 180 parts.

Deuxième partie :

...Est nommée en qualité de gérante de la société : Mme Cécile GEST, demeurant à Papeete, quartier Gueho, BP 62950, Faa'a centre, est désignée gérante de la société pour une durée illimitée.

*Nouvelle mention :**Article 6 — Capital social :*

Le capital social est fixé à la somme de 180 000 F CFP, soit le montant des apports ci-dessus effectués.

Il est divisé en 180 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, portant les numéros qui sont attribués en représentation de la valeur de leurs apports, savoir :

- les quatre-vingt-dix parts, numérotées de 1 à 90 inclus à M. Mike LEE, ci...90,

- les quatre-vingt-dix parts, numérotées de 91 à 180 inclus à Mme Tiare LEE, ci...90.

Total égal aux parts composant le capital social : 180 parts.

Deuxième partie :

...Sont nommés en qualité de gérants de la société :

- M. Mike LEE et Mme Tiare TERITARUA son épouse, demeurant ensemble à Arue (98701), PK 5,300, vallée Vaipoopoo, BP 89, 98713 Papeete, gérants de la société pour une durée illimitée.

Pour avis,
Le notaire.

AVIS DE MODIFICATION

PACIFIC PROJECT BETON
Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP

Siège social : PK 2,100, côté montagne, île de Moorea
RCS Papeete n° TPI 19 109 B - n° TAHITI D16742

Annonce n° 3471

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 février 2020, la collectivité des associés de la société PACIFIC PROJECT BETON a décidé de modifier comme suit l'article 7 des statuts pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

Le capital social est fixé à la somme de 100 000 F CFP. Il est divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées en totalité à M. Olivier BILLAUDET.

Le soussigné déclare que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité et intégralement libérées.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

EXTRAIT DE LA REQUETE EN DATE DU 6 FEVRIER 2020

Mlle Terani YEOU, BP 52290, 98716 Pirae
et Mlle Mayana AMARU, BP 1593, 98713 Papeete

Annonce n° 64852

Objet : Requête aux fins de nomination de la société civile professionnelle "Office notarial Mlle Mayana AMARU et Mlle Terani YEOU, notaires associées" en qualité de société titulaire d'un office notarial à Taravao (île de Tahiti) et de Mlle Terani YEOU et Mlle Mayana AMARU en qualité de notaires associés de ladite société.

M. le Président de la Polynésie française,

Faisant suite à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du 24 janvier 2020 de l'arrêté n° 65 CM

du 16 janvier 2020 portant création d'un office de notaire sur l'île de Tahiti avec résidence à Taravao,

Nous, Mlle Mayana AMARU et Mlle Terani YEOU :

- sollicitons la nomination de la société civile professionnelle "Office notarial Mayana AMARU et Terani YEOU, notaires associées" en qualité de société titulaire de cet office ;
- et notre nomination à titre personnel en qualité de notaires associés de ladite société.

Pour première insertion,
Mlle Terani YEOU
et Mlle Mayana AMARU.

EXTRAIT DE LA REQUÊTE EN DATE DU 6 FEVRIER 2020

Mlle Terani YEOU,
BP 52290, 98716 Pirae

Annonce n° 55178

Objet : Requête aux fins de nomination de Mlle Terani YEOU en qualité de notaire titulaire d'un office notarial sur l'île de Tahiti avec résidence à Taravao,

M. le Président de la Polynésie française,

Faisant suite à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du 24 janvier 2020 de l'arrêté n° 65 CM du 16 janvier 2020 portant création d'un office de notaire sur l'île de Tahiti avec résidence à Taravao,

Je vous présente ma candidature et sollicite ma nomination en qualité de notaire titulaire de cet office.

Pour première insertion,
Terani YEOU.

EXTRAIT DE LA REQUETE EN DATE DU 6 FEVRIER 2020

Mlle Mayana AMARU
BP 1593, 98713 Papeete

Annonce n° 33395

Objet : Requête aux fins de nomination de Mlle Mayana AMARU en qualité de notaire titulaire d'un office notarial sur l'île de Tahiti avec résidence à Taravao,

M. le Président de la Polynésie française,

Faisant suite à la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du 24 janvier 2020 de l'arrêté n° 65 CM du 16 janvier 2020 portant création d'un office de notaire sur l'île de Tahiti avec résidence à Taravao.

Je vous présente ma candidature et sollicite ma nomination en qualité de notaire titulaire de cet office.

Pour première insertion,
Mlle Mayana AMARU.

AVIS DE CESSION DE PORTEFEUILLE D'AGENT GENERAL D'ASSURANCE

SARL KIM ASSURANCES

Annonce n° 59342

Suivant acte sous seing privé en date du 30 janvier 2019 à Papeete, enregistré à Papeete le 30 mars 2019, bordereau n° 217/28, Mme Kim-Sophorna LIM, exploitante, demeurant au PK 8,800, côté montagne, 98718 Punaauia, Tahiti, Polynésie française, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 98 441 A et n° TAHITI 435586,

A cédé avec entrée en jouissance à compter du 1er février 2019 à la SARL KIM ASSURANCES, dont le siège social est à Papeete, 20, avenue Georges-Clémenceau, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 18 390 B et n° TAHITI D06065,

Un portefeuille d'agent général d'assurance, sis et exploité à Papeete et à Punaauia, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 98 441 A et n° TAHITI 435586, comprenant :

- 1° Droit de créances de portefeuille des agences de Papeete et Punaauia, IART et VIE ;
- 2° Droit aux baux et biens corporels des agences ;
- 3° Portefeuille de courtage,

Moyennant le prix global de *cent millions de francs CFP* (100 000 000 F CFP).

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, au cabinet EDEC SARL, BP 4933, 98713 Papeete, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour première insertion.

AVIS DE CESSION DE FONDS DE COMMERCE

GWENDOLINE MANATE-MARAETAATA

Entreprise individuelle

BP 1085, 98703 Punaauia Centre, Polynésie française
n° TAHITI B68580

Annonce n° 88146

Suivant acte sous seing privé en date du 1er janvier 2020 à Papeete, Mlle Gwendoline MANATE-MARAETAATA, demeurant à Punaauia, PK 12, côté montagne, servitude Scholermann 2,

A vendu à la société CAISHEN-TEMANA, SARL au capital de 100 000 F CFP, dont le siège social est situé à Paea, Papehuet, PK 18,500, côté montagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 19 9 B et identifiée sous le n° TAHITI D08590,

Un fonds de commerce de "restauration de type rapide" identifiée sous le n° TAHITI B68580,

Moyennant le prix de 20 000 000 F CFP, avec entrée en jouissance fixée au 1er janvier 2020.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Paea, Papehuet, PK 18,500, côté montagne, où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour deuxième insertion.

COMPLEMENT A L'ANNONCE LEGALE N° 81761 PARUE AU JOPF N° 8 DU 28 JANVIER 2020 A LA PAGE 1850

SNC B DE B MANAGEMENT

BP 4512, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française
RCS de Papeete n° 13 40 B - n° TAHITI A59086

Annonce n° 94421

Gérance : Bastien BUHAGIAR, demeurant à la résidence Miri, lot 275, BP 13006, 98717 Punaauia.

*Pour avis,
La gérance.*

COMPLEMENT A L'ANNONCE PARUE AU JOPF N° 8 DU 28 JANVIER 2020 A LA PAGE 1851

EURL TERRE NATURA

Annonce n° 28017

Gérance : Mme Christine MASSON demeurant au PK 9,700, côté montagne, route face Robert Cahn, au-dessus de Ralph Nordman, Tevaitoa, 98735, villa 863, BP 385, Polynésie française.

*Pour avis,
La gérante.*

AVIS DE LIQUIDATION

SOCIETE CIVILE DE PARTICIPATION TAPU NUI INVESTMENT

Société civile

au capital de 100 000 F CFP, en liquidation

Siège social : Papeete, Fare Ute,

immeuble Le Caill, bureau A15

RCS Papeete n° TPI 08 199 C - n° TAHITI 879262

Annonce n° 72631

L'assemblée générale ordinaire en date du 31 décembre 2019 réunie à Nouméa a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus et décharge de son mandat au liquidateur, M. Jean-Marc BRUEL demeurant à Nouméa, 1, allée des Hibiscus, et constaté la clôture de la liquidation. Il ne ressort aucun boni de liquidation.

Les comptes définitifs de liquidation seront déposés au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le liquidateur.*

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

OCEANE PROPERTY
Société civile au capital de 100 000 F CFP,
en cours de liquidation
Siège social : Papeete, immeuble Ateivi,
rue Mgr-Tepano-Jaussen
RCS Papeete n° 9763 C - n° TAHITI 685982

Annonce n° 85183

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 21 février 2020, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette même date, et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel.

A été nommée en qualité de liquidateur, Mme Françoise NICOLAI demeurant 400, chemin de Bellevue, 83520 Roquebrune-sur-Argens (France), pour la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à l'ancien siège social : Papeete, immeuble Ateivi, rue Mgr-Tepano-Jaussen (BP 608, 98713 Papeete).

Pour avis,
 Le liquidateur.

ERRATUM A L'ANNONCE PARUE AU JOPF N° 17
DU 28 FEVRIER 2020 A LA PAGE 3636

ENERGIA CSNBIM^T

Annonce n° 7957

Au lieu de : Dénomination : ENERGIA CSNBIM ;
Lire : Dénomination : ENERGIA CSNBIM^T.

Pour avis,
 La gérance.

AVIS DE CESSION DE FONDS DE COMMERCE

SCP Office notarial DUBOUCH - GUICHENU - MOU-HING
Notaires associés à Papeete

LA VILLA GOURMANDE

Annonce n° 57993

Suivant acte reçu par Me Ariitu GUICHENU, notaire associé de la société civile professionnelle "DUBOUCH - GUICHENU-MOU-HING", titulaire d'un office notarial à Papeete (île de Tahiti), 11, rue du Docteur-Cassiau, le 19 février 2020, a été cédé un fonds de commerce par :

La société dénommée SARL CASA LATINA, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Papeete (98713) (Polynésie française), rue des Remparts (BP 43150, Fare Tony Papeete), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 04130B,

A la société dénommée BLACK GARDEN, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Faa'a (Polynésie française), lot 355, voie B lotissement Pamatai Hills (BP 3523, Punaauia Centre), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 2011 B,

Désignation du fonds : Le fonds de commerce de restauration connu sous l'enseigne "LA VILLA GOURMANDE", exploité rue des Remparts à Papeete, Tahiti, appartenant au cédant, et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 4130 B.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de *vingt et un millions six cent mille francs CFP* (21 600 000 F CFP),

Ce prix de cession s'applique :

- aux éléments incorporels pour *seize millions six cent mille francs CFP* (16 600 000 F CFP) ;
- au matériel pour *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour deuxième insertion,
 Me Ariitu GUICHENU.

AVIS DE CONSTITUTION

Etude de Mes Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,
Notaires associés à Papeete (île de Tahiti),
83, rue du Commandant-Destremau

SEAFARI ACTIVITIES

Annonce n° 97071

Aux termes d'un acte authentique en date du 27 février 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : SEAFARI ACTIVITIES.

Capital : 200 000 F CFP.

Siège social : Moorea-Maiao (98728), PK 13,900, côté mer, Pihaena.

Objet : En Polynésie : Toutes prestations d'excursions marines, hébergements et transports touristiques, toutes activités de loisirs et récréatives.

L'achat, la vente, la location, l'échange, l'importation, l'exportation, le conditionnement, l'emménagement, le remisage, le warrantage, le transit, le transport, la manutention, la distribution, la représentation, la commission, le courtage, la maintenance de tous bateaux à voile ou à moteur, de bâtiments, d'engins ainsi que de tous produits, matériels, matériaux accessoires, accastillage, équipements, colles, peintures et objets se rapportant aux activités précitées pour le compte de la société ou pour le compte de tiers.

Toutes activités de prestations de services pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées.

La création, l'acquisition sous toutes formes, la propriété, la location comme bailleur ou comme preneur, l'exploitation directe ou indirecte, la gestion et l'administration de toutes entreprises, sociétaires, fonds de commerce ou autre, la vente de tous fonds ou établissements commerciaux, ayant trait à l'objet social.

Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société.

La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes et, notamment, aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupement d'intérêts économique, ou sociétés en participation.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : Les premiers gérants : M. Tuanaki Prana Tanetefauuramaha RATTINASSAMY-NOUVEAU, gérant de société, demeurant à Moorea-Maiao (98728) Pihaena, PK 13,900, côté mer, et M. Tuanaki Prana Tanetefauuramaha RATTINASSAMY, demeurant à Moorea-Maiao (98728) Pihaena, PK 13,900, côté mer.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

RECTIFICATIF À L'ANNONCE PARUE AU JOF N° 18 DU 3 MARS 2020 A LA PAGE 3779

SOCIETE POLYNESIENNE D'ETUDE ET TRAVAUX TELECOM

Annnonce n° 90660

Au lieu de : L'assemblée générale des associés, en date du 4 février 2020 ;

Lire : L'assemblée générale des associés, en date du 15 février 2020.

Pour avis.

AVIS DE RAJOUT D'UN NOM COMMERCIAL

EZ... Bike Location
Société à responsabilité limitée
au capital 100 000 F CFP

**Siège social : Résidence Mitirapa, lot 188, PK 3,500,
côté montagne, Toahotu, BP 13122, 98717 Punaauia
RCS Papeete n° TPI 17158 B - n° TAHITI C39209**

Annnonce n° 66810

L'assemblée générale mixte du 20 février 2020 a décidé d'ajouter un nom commercial à la société.

Nom commercial : E-tuktuk Polynesia.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

TAAPS 20

Annnonce n° 39131

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 février 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : TAAPS 20.

Capital : 100 000 F CFP constitué uniquement d'apports en numéraire.

Siège social : Punaauia, Te Tavake, lot n° 89.

Objet :

- la propriété, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles bâtis ou non, de toutes propriétés foncières de toute nature, l'édification de tous bâtiments, la gestion, la location des immeubles sociaux et l'aliénation des immeubles devenus inutiles à la société ;
- la souscription, la prise de participation de la société dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique ;
- les emprunts, même avec garantie hypothécaire des biens appartenant à la société, et avec ou sans cautionnement même hypothécaire des associés ou des sociétés dans lesquelles ces derniers ont des participations auprès des banques ou de particuliers ;
- et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance :

- M. David KELLY, gérant de société, demeurant à Punaauia (98718) ;

- M. Ryan KELLY, gérant de société, demeurant à Punaauia (98718).

Cession de parts sociales : Les cessions de parts sociales entre vifs sont libres entre associés, entre ascendants et descendants comme encore entre conjoints. Toutes autres cessions sont soumises à l'agrément préalable obtenues par décision unanime des associés.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

LA PLANCHA

Annonce n° 38215

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 mars 2020, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Dénomination : LA PLANCHA.

Capital : 100 000 F CFP.

Siège social : Résidence Te Ava Ute, Faa'a, BP 3126, 98713 Papeete.

Objet : Restauration.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Gérance : M. Anthony GALLASIN, demeurant à la résidence Te Ava Uta, Faa'a, pour une durée indéterminée.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

AVIS DE MODIFICATION

ESPACE NATURA

**Société à responsabilité limitée à associé unique
au capital de 300 000 F CFP**

**Siège social : PK 19,500, côté mer, 98711 Paea
RCS Papeete n° TPI 16206 B - n° TAHITI C01662**

Annonce n° 24414

Aux termes d'une décision en date du 13 janvier 2020, l'associé unique a décidé :

- d'étendre l'objet social aux activités de formateur pour toutes les opérations, prestations et activités relatives à l'objet social de la société.

Pour avis,
M. Teriitua SALMON,
Le gérant.

AVIS DE MODIFICATION

SCI OHANA MOOREA

Société civile

au capital de 100 000 F CFP

**Siège social : Résidence Teuruhi, lot 7,
98729 Papetoai (Moorea-Maiao)
RCS Papeete n° TPI 1937 C**

Annonce n° 98196

Transfert du siège social
(AGE du 11 février 2020)

Ancienne mention :

Siège social : Comgndpf, avenue Pouvanaa-a-O'opa, 98713 Papeete.

Nouvelle mention :

Siège social : Résidence Teuruhi, lot n° 7, 98729 Papetoai (Moorea-Maiao).

Pour avis,
La gérante.

AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DÉNOMME LOTO®

Article 1er. — En application de l'article 7 du règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé Loto® fait le 10 septembre 2008 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 23 septembre 2008, dont la dernière modification a eu lieu le 23 décembre 2019 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 27 décembre 2019 et de l'article 7 du règlement du jeu dénommé Loto® applicable en Polynésie française fait le 10 septembre 2008 dont la dernière modification a eu lieu le 23 décembre 2019 avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, un montant minimum de 13 millions d'euros (soit 1 551 312 649 F CFP), sera garanti pour le 1er rang du tirage SUPER LOTO® du vendredi 13 mars 2020.

Les dates mentionnées dans le présent avis font référence aux dates métropolitaines.

Fait à Papeete, le 13 février 2020.

Par délégation de la présidente-directrice
générale de La Française des Jeux,
C. LANTIERI.

Le président-directeur
général de La Pacifique des Jeux,
T. GABARRET.

ANNONCES DIVERSES

(Arrêté n° 2856 CM du 26/12/2018)

ERRATUM A L'ANNONCE PARUE AU JOPF N° 17 DU 28 FEVRIER 2020 A LA PAGE 3641

ASSOCIATION SPORTIVE DE PETANQUE TE VAI MARUIA NO MAHAENA

Assesseurs	:	TCHOUNG Vaea
	:	TCHIOUNG-YAO Alice
	:	LUCAS Felo

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**AS TIARE MOOREA HOE***(Récépissé n° W9P1008767 déclaré le 25 février 2020)**Annonce n° 11970*

Présidente	:	TEKORI Maire
Vice-président	:	TEKORI Moreno
Secrétaire	:	MAHANORA Bélinda
Secrétaire adjointe	:	TAHIATA Romilda
Trésorier	:	BROTHERSON Hiro
Trésorière adjointe	:	TEINAORE Jean-Paule

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**TAMARII BOXING CLUB NO PAEA***(Récépissé n° W9P1003379 déclaré le 25 février 2020)**Annonce n° 45210*

Présidente	:	TEHARIKI Teata
Secrétaire	:	MAITI Raina
Trésorière	:	LY Kehaulanie
Conseiller technique	:	LY Jacky

MODIFICATION DE STATUTS**ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DE LA VALLEE DE TEAHATEA - A.P.V.T.***(Récépissé n° W9P1001017 déclaré le 24 février 2020)**Annonce n° 53603***SIEGE SOCIAL***Nouveau siège social : Papeari, PK 51,900, côté montagne.***RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président d'honneur	:	TAHUAITU Laetitia
Président	:	TAAVIRI Ralph
Vice-président	:	TAUTU Teva
Secrétaire	:	TAAVIRI Mihiarii
Secrétaire adjoint	:	VIVISH Hitivai
Trésorière	:	VIVISH Naumi
Trésorier adjoint	:	TAAVIRI Yves

MODIFICATION DE STATUTS**ASSOCIATION PUEU NUI VA'A***(Récépissé n° W9P1000993 déclaré le 19 février 2020)**Annonce n° 93689***SIEGE SOCIAL***Nouveau siège social : PK 7,100, côté montagne, à Pueu.***RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	:	FARE Jennifer
Vice-président	:	VANAA Vincent
Secrétaire	:	MAIHOTA Déborah
Secrétaire adjoint	:	TERAITETIA Mita
Trésorière	:	VANAA Vairani
Trésorière adjointe	:	TERAITETIA Simone

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES SCOLARISES A L'EXTERIEUR DE UA HUKA NOMMEE ASSOCIATION TE HUI HOU O TUPEHE NUI***(Récépissé n° W9P3000123 déclaré le 14 janvier 2020)**Annonce n° 54370*

Présidente	:	TEATIU Marie Thérèse
Vice-présidente	:	TEIKIHUAVANAKA Christine
Secrétaire	:	TAMARII Françoise
Secrétaire adjointe	:	FOURNIER Stella
Trésorière	:	TEATIU Dolina
Trésorière adjointe	:	FOURNIER Stella

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ASSOCIATION TAMARII POROA***(Récépissé n° W9P1000509 déclaré le 21 février 2020)**Annonce n° 42098*

Président	:	RIVETA Hubert
Vice-président	:	POAREU Moana
Secrétaire	:	SCHAEFFER Vaihere
Secrétaire adjointe	:	HATITIO Titaua
Trésorier	:	NAEA Roberto
Trésorier adjoint	:	NAEA Poerani

MODIFICATION DE STATUTS**SHADOW MOZ POLYNESIAN AIRSOFT TEAM***(Récépissé n° W9P1000033 déclaré le 18 février 2020)**Annonce n° 51867*

L'association a pour objet de promouvoir la pratique de l'airsoft, en organisant des parties de jeu de rôle, grandeur nature, mettant en œuvre des lanceurs de type "Airsoft" ou "Nerf" ainsi que des activités de loisirs, sportives, socio-culturelles et préventives ; et aussi de gérer les besoins inhérents à ces activités.

Le siège se situe à Haapiti, PK 23,184, côté montagne, quartier Oio, lot n° 4, BP 3485, Temae, Moorea 98728.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ASSOCIATION TAHAA TAE KWON DO***(Récépissé n° W9P2000153 déclaré le 17 février 2020)**Annonce n° 17607*

Présidente	:	HOI Teumere
Vice-présidente	:	TERIIPAIA Tania
Secrétaire	:	TARUOURA Didier
Secrétaire adjointe	:	NATUA Jolina
Trésorier	:	TERIIPAIA Ramon

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ASSOCIATION FAMILIALE VETEA - HUITOOF***(Récépissé n° W9P1008770 déclaré le 25 février 2020)**Annonce n° 47216*

Présidents d'honneur	:	HUITOOF Teheira
	:	MARLIER Marie-Thérèse
Présidente	:	FONTAINE Lydia
Vice-présidente	:	HUITOOF Véronique
Secrétaire	:	BOISSARD Judith
Secrétaire adjointe	:	HUITOOF Jeannine
Trésorier	:	MOUTOUH Henri
Trésorier adjoint	:	MARLIER James
Assesseurs	:	HUITOOF Tera
	:	VAIKAU Constantin
	:	TUNOA Hinano

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ESTELLE TUPUAITUA MARCANTONI-COLOMBANI***(Récépissé n° W9P2004189 déclaré le 4 mars 2020)**Annonce n° 92005*

Présidente	:	TEIHOARII Marie-Hélène
Vice-présidente	:	GIBERT Danielle
Secrétaire	:	TEUIRA Heiarii
Secrétaire adjointe	:	TEHAHE Paloma
Trésorière	:	NATURA Vaihere
Trésorière adjointe	:	LICHENG Orama

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**CLUB TIARE ANANI HAND-BALL***(Récépissé n° W9P1001515 déclaré le 26 février 2020)**Annonce n° 29123*

Président d'honneur	:	HANERE Gaston
Président	:	HANERE Roger
Vice-président	:	HANERE Tevavaura
Secrétaire	:	PIHAATAE Danilo
Secrétaire adjointe	:	MARUHI Sonia
Trésorière	:	CERAN-JERUSALEM Hinanui
Trésorière adjointe	:	HANERE Tepoe
Assesseurs	:	TSING-TING Mano
	:	TETUANUI Teatohi
	:	HANERE Gaston fils

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**APE DE L'ECOLE FAREROI MATERNELLE***(Récépissé n° W9P1001720 déclaré le 26 février 2020)**Annonce n° 43145*

Présidente	:	TAURUA Yabel
Secrétaire	:	TAMARII Madeleine
Trésorière	:	RAUFAIA Terahitiura

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**FORAINS DE POLYNESIE FRANCAISE***(Récépissé n° W9P1001454 déclaré le 26 février 2020)**Annonce n° 60828*

Président	:	FROGIER James
Vice-président	:	BERNIERE Anthony
Secrétaire	:	LIENARD Guy
Secrétaire adjointe	:	CHEUNG Mireille
Trésorier	:	LOTAI CHAN André
Trésorier adjoint	:	SHAN Mickael
Assesseur	:	AJUELOS Albert

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**SPHERE MMA***(Récépissé n° W9P1004376 déclaré le 19 février 2020)**Annonce n° 17350*

Présidente	:	KOHEATIU Leilanie
Secrétaire	:	MACIA Jonathan
Trésorière	:	NEAGLE Tehinaiti

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU COLLEGE
DE FARE-HUAHINE***(Récépissé n° W9P2000296 déclaré le 3 février 2020)**Annonce n° 75118*

Président	:	TETUAIRIA Albert
Vice-présidente	:	GUILLOUX Christina
Secrétaire	:	TAMATA Jacqueline
Secrétaire adjointe	:	TAPAO TERITEHEI Nadège
Trésorier	:	FIRUU Christophe
Trésorière adjointe	:	TEPA Titaina
Assesseur	:	TEMEHARO TAPETA Tuaneori

RENOUVELLEMENT DU BUREAU**STATION DE SAUVETAGE EN MER DE HIVA OA***(Récépissé n° W9P3000458 déclaré le 7 février 2020)**Annonce n° 30985*

Président	:	PAUTEHEA Lucien
Vice-président	:	CLARK Teva
Secrétaire	:	TARRATS Marc
Secrétaire adjoint	:	AUDERN Mathieu
Trésorière	:	WULLAERT Sandra
Trésorière adjointe	:	ABERT Carole
Patron titulaire	:	RICHMOND Teiki
Patron suppléant	:	BONNEFOY Frédéric

CREATION**AS NUNUE VA'A***(Récépissé n° W9P2004185 déclaré le 28 février 2020)**Annonce n° 72358**Objet :*

- favoriser la pratique du va'a sur l'île de Bora Bora ;
- entretenir toute relation avec les organismes du va'a ;
- promouvoir auprès de la jeunesse, la pratique du va'a.

Siège social : Vaitiare, Bora Bora, BP 693, 98730.**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: DELORT Karl
Vice-président	: MOSOLE Sébastien
Secrétaire	: LAU FAT Virignie
Trésorière	: DARRASSE Pascaline

CREATION**ECOLE2MUSIQUE***(Récépissé n° W9P1008790 déclaré le 2 mars 2020)**Annonce n° 3581**Objet :*

- Enseignement de la musique, pratique d'instruments, organisation de stages musicaux et représentations musicales.

Siège social : N° 115, avenue du Commandant-Chesse.**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: GARNIER Fabrice
Secrétaire	: MAHE Fabrice
Trésorier	: TEINAORE Neagle

CREATION**IESU MESIA TE ORA NO VAIRAO***(Récépissé n° W9P1008772 déclaré le 25 février 2020)**Annonce n° 37224**Objet :*

- organiser des déplacements comme des voyages, des séminaires dans le Pacifique et internationaux organisés par l'église apostolique ONENESS ;
- organiser, collaborer ou participer à l'organisation de fêtes, de sorties, de concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, corporatif et sportif ;
- organiser, représenter et défendre les intérêts des membres de l'association au niveau juridique et administratif ;
- entraider les membres sous toutes ses formes ;

- recueillir tous les documents dans les services administratifs (mairies, haut-commissariat, agences de voyages, assurances, etc.).

Siège social : PK 12,500, côté mer à Vairao.**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TUPEA Taneahuura
Vice-président	: MARUHI Daniel
Secrétaire	: MARUHI Christina
Secrétaire adjointe	: MARUHI Mahinatea
Trésorier	: TEAHUITU Lasco
Trésorière adjointe	: MARUHI Hina

CREATION**ASSOCIATION MSA (MIXED SPORT AUTOMOBILE)***(Récépissé n° W9P1008748 déclaré le 20 février 2020)**Annonce n° 15467**Objet :*

- réunir les passionnés de voitures ;
- promouvoir le sport automobile ;
- être en relation avec d'autres associations concernant la jeunesse ;
- faire connaître les voitures de sport.

Siège social : Paea, PK 21,900, côté montagne quartier Orofero servitude Raipai, lot 19, BP 330431, 98711, Paea.**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: AIRIMA Bob
Secrétaire	: ANDRIAMAROSON RANAIVO Vololona
Trésorière	: AIRIMA Rautea

CREATION**ASSOCIATION LE DIADEME***(Récépissé n° W9P1008746 déclaré le 19 février 2020)**Annonce n° 67940**Objet :*

- défendre et promouvoir les intérêts des résidents ;
- organiser des activités sociales afin d'améliorer la vie de la communauté ;
- contribuer à développer l'esprit civique ;
- promouvoir l'insertion sociale.

Siège social : 1er étage de la résidence le Diadème, rue de l'Union Sacrée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: JOHNSTON Hironui
Vice-présidente	: HAUBERT Taraina
Secrétaire	: POEVAI-TEHEI Raïssa
Secrétaire adjointe	: TERITEHEI Raiarii
Trésorier	: HIOE Teva
Trésorier adjoint	: TUTAVAE Bernard
Assesseurs	: MARKUSEN Stanley
	: TETUAITEROI Claude

CREATION

TAU

(Récépissé n° W9P1008760 déclaré le 24 février 2020)

Annonce n° 32193

Objet :

- créer des liens entre les habitants du quartier par des animations variées ponctuelles et tout au long de l'année, tout en préservant la mixité du quartier et les échanges entre les générations et les différentes cultures ;

- améliorer le cadre de vie en accompagnant des projets portés par les habitants du quartier, en mettant en place un partenariat avec les institutions de proximité ;
- la mise en place d'action d'insertion professionnelle en faveur des jeunes ou parents sans emploi ou en difficulté (artisanat, agricole...) ;
- inciter à la pratique du sport (foot, tamure marathon...) à son utilisation comme outil de prévention contre toute forme de discrimination, tout en respectant les règles d'hygiène, de sécurité et de déontologie sportive ;
- associer l'accompagnement scolaire, l'ouverture culturelle et la pratique d'un sport pour prévenir l'échec scolaire et l'exclusion ;
- amener à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie et à la solidarité à travers toute activité dans le cadre d'un fonctionnement démocratique, apolitique, non syndical et laïc.

Siège social : Arue, Erima lot 74.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAUPOTINI Germain
Vice-présidente	: MAHAGA Brenda
Secrétaire	: HURUPA Julie
Trésorière	: TEINA Sylviane

ANNONCES MARCHES PUBLICS

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié)

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

REHABILITATION DU RESTAURANT DU SITE DE MAHANA PARK, COMMUNE DE PAEA

Annonce n° 82510

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Service du tourisme, immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, Papeete, BP 4527, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 47 62 00, fax : 40 47 62 02, courriel : bertrand.marcillat@tourisme.gov.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le chef du service du tourisme.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Réhabilitation du restaurant du site de Mahana Park, commune de Paea.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Commune de Paea.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 6 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots :

- lot n° 1 : Travaux généraux ;
- lot n° 2 : Menuiserie aluminium.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

V. Type de procédure : Procédure adaptée.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 10 avril 2020 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 150 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Service du tourisme, cellule aménagements, immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, Papeete, BP 4527, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 47 62 00, fax : 40 47 62 02, courriel : bertrand.marcillat@tourisme.gov.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Service du tourisme, cellule aménagements, immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, Papeete, BP 4527, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 47 62 00, fax : 40 47 62 02, courriel : bertrand.marcillat@tourisme.gov.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Service du tourisme, immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, Papeete.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Service du tourisme, immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, Papeete.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 3 mars 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE POSE DE VRD POUR LE CENTRE POUR PEINE AMENAGEE DU CENTRE PENITENTIAIRE DE FAA'A

Annonce n° 41580

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etat.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Centre pénitentiaire de Faa'a, route de Nuutania, Faa'a, Tahiti, BP 60127, 98702 Faa'a, tél. : (689) 40 80 35 44, courriel : Sandra.Manutahi-Levy-Agami@justice.fr.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Christian Jean, chef d'établissement du CP de Faa'a.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : La réalisation de travaux d'aménagement et de pose de VRD pour le centre pour peine aménagée.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Route de Nuutania Faa'a, bâtiment du CPA.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

6° Variantes autorisées : Oui.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Procédure adaptée.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 14 avril 2020 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Centre Pénitentiaire de Faa'a, route de Nuutania, Faa'a, Tahiti, BP 60127, 98702 Faa'a, tél. : (689) 40 80 35 44, courriel : Sandra.Manutahi-Levy-Agami@justice.fr.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Centre pénitentiaire de Faa'a, route de Nuutania, Faa'a, Tahiti, BP 60127, 98702 Faa'a, tél. : (689) 40 80 35 44, courriel : Sandra.Manutahi-Levy-Agami@justice.fr.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Route de Nuutania.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Sans objet.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 27 février 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

ACQUISITION, ET LIVRAISON DE VETEMENTS DE TRAVAIL POUR LES AGENTS DE LA COMMUNE DE PAPEETE

Annnonce n° 34362

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Papeete, hôtel de ville, BP 106, 98713 Papeete, tél. : 40 41 58 23, courriel : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. le maire de la commune de Papeete, Michel Buillard.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Acquisition, et livraison de vêtements de travail pour les agents de la commune de Papeete.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Type de marché : Achat.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Commune de Papeete.

5° Durée du marché : La durée du marché est de 1 an à compter de la date de notification du marché ou de l'accord-cadre.

Le marché est reconductible 3 fois pour une période de 1 an.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché à bon de commande mono-attributaire avec un minimum : 7 millions F CFP et avec un maximum : 17,5 millions F CFP.

IV. Prestations divisées en lots :

- lot n° 1 : "Vêtement de travail pour les agents du service de la restauration scolaire" Mini : 1 000 000 F CFP Maxi : 2 500 000 F CFP ;
- lot n° 2 : "Vêtements de travail pour les agents de la brigade de proximité" Mini : 1 000 000 F CFP Maxi : 3 000 000 F CFP ;
- lot n° 3 : "Vêtement de travail pour les agents des services techniques : Mini : 1 000 000 F CFP Maxi : 4 000 000 F CFP ;
- lot n° 4 : "Equipements de protection individuelle (EPI) des agents des services techniques : Mini : 4 000 000 F CFP Maxi : 8 000 000 F CFP.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre :
Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Prix (au regard des montants portés par le candidat dans le BPU et DQE et le cas échéant sa proposition de remise) 70 %.

Délai de livraison des articles après réception du bon de commande 15 %.

Valeur technique au regard du descriptif des articles ou échantillons fournis 15 %.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 14 avril 2020 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes :
Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Renseignements administratifs (Mme Agnes Vayssie, tél. : 40 41 58 23, commandepublique@villedepapeete.pf) ou techniques (à l'adresse e-mail : terena.tahuaiatane@villedepapeete.pf).

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : commandepublique@villedepapeete.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Mairie de Papeete, bureau de la commande publique, direction des finances hôtel de ville, BP 106, 98713 Papeete.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Le pli précité devra contenir une première enveloppe contenant les pièces de la candidature et une seconde enveloppe contenant les pièces de l'offre dont le contenu est défini au règlement de la consultation.

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant le mardi 14 avril 2020 à 12 heures à l'adresse citée ci-dessus.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

XIII. Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication :
Le 3 mars 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TELEPHONIE MOBILE POUR LES SERVICES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ETAT EN POLYNESIE FRANÇAISE

Annonce n° 60774

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etat.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Haut-commissariat de la République en Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 115, 98713 Papeete, tél. : 40 46 87 12, 40 46 87 14, courriel : plateforme-achat@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Plateforme de l'achat public interministériel (PAPI).

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Prestations de services de téléphonie mobile et autres prestations associées.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Type de marché : .

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Tahiti.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

Le marché est reconductible 3 fois pour une période de 12 mois.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre :
Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 14 avril 2020 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 90 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes :
Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : plateforme-achat@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Disponible en téléchargement gratuit sur place (Plateforme des achats de l'Etat) consultable sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr>, mot clef : "TELECOM_HCRPF".

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Haut-commissariat de la République en Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 115, 98713 Papeete.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Déposés électroniquement sur la place ou adressés par pli en recommandé ou contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Horaires : de 7 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 3 mars 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

FOURNITURE D'HYDROCARBURES

Annonce n° 81676

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Fatu Hiva, Fatu Hiva, Omoa, tél. : 40 92 80 39, fax : 40 92 80 39, courriel : mairiefatuiva@yahoo.fr.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. le maire, Henri Tuieinui.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Fourniture d'hydrocarbures.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Type de marché : Achat.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Fatu Hiva.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

Le marché est reconductible 3 fois pour une période de 1 an.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché à bon de commande mono-attributaire avec un minimum : 100 000 L et avec un maximum : 220 000 L.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 9 avril 2020 à 12 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 90 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Fatu Hiva, Omoa, tél. : 40 92 80 39, fax : 40 92 80 39, courriel : mairiefatuiva@yahoo.fr.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Fatu Hiva, Omoa, tél. : 40 92 80 39, fax : 40 92 80 39, courriel : mairiefatuiva@yahoo.fr.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Mairie de Omoa, 98740, Fatu Hiva, îles Marquises.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Voir règlement de consultation.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 3 mars 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

AGRANDISSEMENT DU CIMETIERE COMMUNAL DE MATAIEA

Annonce n° 15720

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Teva I Uta, Mataiea PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 42 22, fax : 40 57 90 20, courriel : haimano.tau@commune-tevaiuta.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. le maire de la commune de Teva I Uta.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Appel d'offre ouvert en lots séparés.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Mataiea.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots :

- lot n° 1 : Terrassement-Voirie réseau divers ;
- lot n° 2 : Construction.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 3 avril 2020 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Mataiea PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 42 22, fax : 40 57 90 20, courriel : haimano.tau@commune-tevaiuta.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Mataiea PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 53 64, fax : 40 57 90 20, courriel : haimano.tau@commune-tevaiuta.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Secrétariat de la mairie de Mataiea PK 46,900, côté montagne.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Les offres devront être remises au secrétariat de la mairie de Mataiea au PK 46,900, côté montagne, avant le vendredi 3 avril 2020 à 11 heures, ou si elles sont envoyées par la poste à cette même adresse, par pli recommandé avec accusé de réception postal, et parvenir à destination avant les mêmes dates et heures limites.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 25 février 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

FOURNITURE D'AGREGATS POUR LA COMMUNE DE TEVA I UTA

Annonce n° 34711

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Teva I Uta, Mataiea, PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 42 22, fax : 40 57 90 20, courriel : haimano.tau@commune-tevaiuta.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : M. le maire de la commune de Teva I Uta.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Appel d'offre ouvert.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Type de marché : Achat.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Commune de Teva I Uta.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

Le marché est reconductible 3 fois pour une période de 1 an.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché à bon de commande mono-attributaire avec un minimum : en valeur et avec un maximum : en valeur.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 27 mars 2020 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Mataiea, PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 42 22, fax : 40 57 90 20, courriel : teanuhe@commune-tevaiuta.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Mataiea, PK 46,900, côté montagne, tél. : 40 57 42 22, fax : 40 57 90 20, courriel : haimano.tau@commune-tevaiuta.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Mataiea, PK 46,900, côté montagne.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Les offres devront être remises au secrétariat de la mairie de Mataiea au PK 46,900, côté montagne, avant le vendredi 27 mars 2020 à 11 heures ou envoyées par pli recommandé avec réception postale à cette même adresse avec les mêmes dates et heures limites.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 21 février 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TRAVAUX DE LA PHASE 2 DU SDAEP DES VALLEES DE MOTOPU ET DE VAITAHU

Annonce n° 66547

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Tahuata, Tahuata, BP 41, 98743 Tahuata, tél. : 40 92 93 38, fax : 40 92 92 10, courriel : teapua.burns@commune-tahuata.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Le maire de la commune de Tahuata.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Réalisation des travaux de la phase 2 du SDAEP des vallées de Motopu et de Vaitahu.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Commune de Tahuata villages de Motopu et de Vaitahu.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Prestations divisées en lots : Non.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 30 avril 2020 à 16 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 120 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Tahuata, BP 41, 98743 Tahuata, tél. : 40 92 93 38, fax : 40 92 92 10, courriel : teapua.burns@commune-tahuata.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Tahuata, BP 41, 98743 Tahuata, tél. : 40 92 93 38, fax : 40 92 92 10, courriel : teapua.burns@commune-tahuata.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Mairie de Vaitahu BP 41, 98743 Tahuata.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Secrétariat de la mairie de Vaitahu, BP 41, 98743 Tahuata.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 2 mars 2020.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE**APPEL D'OFFRES CONCERNANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU LOCAL ASSOCIATIF ET DE CLOTURE DE LA RESIDENCE DE L'OPERATION PAHANI SISE A AFAREAITU - MOOREA**

Annonce n° 83258

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) de la Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Office polynésien de l'habitat, Pirae, rue Afarerii, BP 1705, 98713 Papeete, tél. : 40 54 28 80, courriel : bm@oph.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Moana Blanchard, directeur général de l'OPH.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Appel d'offres concernant les travaux de construction du local associatif et de clôture de la résidence de l'opération Pahani, sise à Afareaitu, Moorea.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Afareaitu, Moorea, Polynésie française.

5° Durée du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

6° Variantes autorisées : Non.

III. Forme du marché : Marché simple.**IV. Prestations divisées en lots :**

- lot n° 1 : Local Associatif ;
- lot n° 2 : Clôture.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

V. Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

VI. Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités financières : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

3° Documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

VII. Nombre de candidats admis à présenter une offre : Sans objet.

VIII. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

IX. Délais de remise des candidatures et/ou des offres

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 6 avril 2020 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 180 jours.

X. Renseignements relatifs aux études et primes : Sans objet.

XI. Renseignements complémentaires

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : Bureau des marchés de l'OPH, tél. : 40 54 28 80, Pirae, rue Afarerii, e-mail : bm@oph.pf.

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : Site internet de l'OPH ou le bureau des marchés de l'OPH, tél. : 40 54 28 80, Pirae, rue Afarerii, e-mail : bm@oph.pf.

3° Adresse auprès de laquelle les offres/candidatures doivent être envoyées : Bureau des marchés de l'OPH, tél. : 40 54 28 80, Pirae, rue Afarerii, e-mail : bm@oph.pf.

XII. Conditions de remise des offres et/ou des candidatures

1° Contenu de l'enveloppe à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Modalités de remise des plis : Les offres seront remises sous enveloppe cachetée, qui devra contenir deux (2) sous-chemises intérieures :

1° Une première sous-chemise revêtue de la mention "CANDIDATURE", composée des pièces A à E citées à l'article 4.1 du RPAO ;

2° Une seconde sous-chemise revêtue de la mention "OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE", composée des pièces F et G citées à l'article 4.2 du RPAO.

En cas d'absence de l'une ou plusieurs pièces mentionnées au F et G de l'article 4.2 du RPAO, l'offre sera déclarée irrégulière.

L'enveloppe devra porter l'adresse et la mention suivante : M. le directeur général de l'OPH, BP 1705, Papeete, Tahiti, "Opération PAHANI sise à Afareaitu", "Appel d'offres pour la réalisation d'une résidence de 20 logements".

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT.

XIII. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

XIV. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 3 mars 2020.

AVIS D'ATTRIBUTION**PRESTATIONS D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE POUR LES INSTALLATIONS DES HÔPITAUX DE NUKU HIVA ET DE UTUROA**

Annonce n° 86761

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : La Polynésie française, pour le compte du ministère de la santé et de la prévention, BP 611, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Prestations d'exploitation et de maintenance multitechnique pour les installations des hôpitaux de Nuku Hiva et de Uturoa.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Est précisé dans le règlement de consultation.

4° Durée totale du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

Le marché est reconductible 1 fois pour une période de 2 ans.

III. Forme du marché : Marché à bon de commande mono-attributaire.

IV. Allotissement : 2 lots.

V. Procédure

1° Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

2° Publication antérieure relative à la présente procédure : Le 3 septembre 2019 (JOPF).

VI. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

VII. Informations relatives à une non-attribution

Sans objet.

VIII. Attribution du marché

1° Information sur les offres :

Nombre total de plis reçus : 2.

Aucun marché (lot) n'a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques.

Monnaie : Franc pacifique (F CFP).

2° Détail : Lot n° 1 Prestations d'exploitation et de maintenance multitechnique pour les installations de l'hôpital de Uturoa.

Contrat notifié le 2 mars 2020.

Nombre d'offres reçues : 2.

Nom et adresse du titulaire : CEGELEC POLYNESIE (VINCI FALICITIES POLYNESIE).

Valeur totale (hors TVA) : Sans mini et sans maxi.

Lot n° 2 Prestations d'exploitation et de maintenance multitechnique pour les installations de l'hôpital de Nuku Hiva.

Contrat notifié le 2 mars 2020.

Nombre d'offres reçues : 2.

Nom et adresse du titulaire : CEGELEC POLYNESIE (VINCI FALICITIES POLYNESIE).

Valeur totale (hors TVA) : sans mini et sans maxi.

IX. Renseignements complémentaires

1° Renseignements administratifs : Direction de la santé publique, 58, rue des Poilus-Tahitiens, Paofai, BP 611, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, tél : (689) 40 46 00 25.

2° Délais d'introduction des recours : Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication du présent avis.

3° Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

X. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 2 mars 2020.

AVIS D'ATTRIBUTION

FOURNITURE D'UNE SOLUTION POUR LA REALISATION DES ANALYSES DE BIOCHIMIE, D'IMMUNOLOGIE, DE SEROLOGIE, D'HEMATOLOGIE POUR LE LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES DE L'HOPITAL DE UTUROA. LE TITULAIRE FOURNIRA LES REACTIFS NECESSAIRES AUX ANALYSES MEDICALES ET METTRA A DISPOSITION DES AUTOMATES PERMETTANT LA REALISATION DES ANALYSES SUSMENTIONNEES

Annonce n° 16342

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : La Polynésie française, pour le compte du ministère de la santé et de la prévention, BP 611, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Fourniture d'une solution pour la réalisation des analyses de biochimie, d'immunologie, de sérologie, d'hématologie pour le laboratoire d'analyses médicales de l'hôpital de Uturoa. Le titulaire fournira les réactifs nécessaires aux analyses médicales et mettra à disposition des automates permettant la réalisation des analyses susmentionnées.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Est précisé dans le règlement de consultation.

4° Durée totale du marché : La durée du marché est de 1 an à compter de la date de notification du marché ou de l'accord-cadre.

Le marché est reconductible 6 fois pour une période de 1 an.

III. Forme du marché : Marché à bon de commande mono-attributaire.

IV. Allotissement : Sans objet.

V. Procédure

1° Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

2° Publication antérieure relative à la présente procédure : Le 4 octobre 2019 (JOPF).

VI. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

VII. Informations relatives à une non-attribution

Sans objet.

VIII. Attribution du marché

1° Information sur les offres :

Nombre total de plis reçus : 1.

Aucun marché (lot) n'a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques.

Monnaie : Franc pacifique (F CFP).

2° Détail :

Lot n° Lot unique.

Contrat notifié le 2 mars 2020.

Nombre d'offres reçues : 1.

Nom et adresse du titulaire : SARL MEDIPOL POLYNESIE.

Valeur totale (hors TVA) : sans mini et ni maxi.

IX. Renseignements complémentaires

1° Renseignements administratifs : Direction de la santé publique, 58, rue des Poilus-Tahitiens, Paofai, BP 611, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, tél. : (689) 40 46 00 25.

2° Délais d'introduction des recours : Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication du présent avis.

3° Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

X. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 2 mars 2020.

AVIS D'ATTRIBUTION

REPARATION DE L'ECHELLE PIVOTANTE AUTOMATIQUE DU CAMION DE LA PROTECTION CIVILE ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE DE LA COMMUNE DE PAPEETE

Annonce n° 790

I. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Commune.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Commune de Papeete, BP 106, 98713 Papeete.

II. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : Réparation de l'échelle pivotante automatique du camion de la protection civile et lutte contre l'incendie de la commune de Papeete.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Commune de Papeete.

4° Durée totale du marché : La durée du marché est de 5 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

III. Forme du marché : Marché simple.

IV. Allotissement : Sans objet.

V. Procédure

1° Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

2° Publication antérieure relative à la présente procédure : Le 3 décembre 2019 (JOPF).

VI. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en œuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

VII. Informations relatives à une non-attribution

Sans objet.

VIII. Attribution du marché

1° Information sur les offres :

Nombre total de plis reçus : 2.

Nombre d'offres reçues de la part de PME : 2.

Aucun marché (lot) n'a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques.

Monnaie : Franc pacifique (F CFP).

2° Détail :

Lot n° 1 : Réparation de l'échelle pivotante automatique du camion de la protection civile et lutte contre l'incendie de la commune de Papeete.

Contrat notifié le 24 février 2020.

Nombre d'offres reçues : 2.

Nom et adresse du titulaire : TAHITI BULL, BP 50001, 98716 Pirae.

Valeur totale (hors TVA) : 30 910 528 F CFP HT.

IX. Renseignements complémentaires

1° Renseignements administratifs : commandepublique@villedepapeete.pf.

2° Délais d'introduction des recours : Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication du présent avis.

3° Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr>.

X. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 4 mars 2020.



SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Calendrier lunaire 2020

Service de l'Imprimerie Officielle

JANVIER - Toivani							FEVRIER - Fepu							MARS - Ani															
L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D									
			1	2	3	4					1	2							1										
6	7	8	9	10	11	12	3	4	5	6	7	8	9	2	3	4	5	6	7	8									
13	14	15	16	17	18	19	10	11	12	13	14	15	16	9	10	11	12	13	14	15									
20	21	22	23	24	25	26	17	18	19	20	21	22	23	16	17	18	19	20	21	22									
27	28	29	30	31			24	25	26	27	28	29		23	24	25	26	27	28	29									
														30	31														
AVRIL - Koro							MAI - Ma							JUIN - Tere															
L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D									
			1	2	3	4					1	2	3				1	2	3	4	5	6	7						
6	7	8	9	10	11	12	4	5	6	7	8	9	10	8	9	10	11	12	13	14									
13	14	15	16	17	18	19	11	12	13	14	15	16	17	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24						
20	21	22	23	24	25	26	18	19	20	21	22	23	24	22	23	24	25	26	27	28									
27	28	29	30				25	26	27	28	29	30	31	29	30														
JUILLET - Tuihi							AOUT - Aiea							SEPTEMBRE - Tepepi															
L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D									
			1	2	3	4					1	2							1	2	3	4	5	6					
6	7	8	9	10	11	12	3	4	5	6	7	8	9	7	8	9	10	11	12	13									
13	14	15	16	17	18	19	10	11	12	13	14	15	16	14	15	16	17	18	19	20									
20	21	22	23	24	25	26	17	18	19	20	21	22	23	21	22	23	24	25	26	27									
27	28	29	30	31			24	25	26	27	28	29	30	28	29	30													
							31																						
OCTOBRE - Aiea							NOVEMBRE - Novepa							DECEMBRE - Tuihi															
L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D									
			1	2	3	4					1									1	2	3	4	5	6				
5	6	7	8	9	10	11	2	3	4	5	6	7	8	7	8	9	10	11	12	13									
12	13	14	15	16	17	18	9	10	11	12	13	14	15	14	15	16	17	18	19	20									
19	20	21	22	23	24	25	16	17	18	19	20	21	22	21	22	23	24	25	26	27									
26	27	28	29	30	31		23	24	25	26	27	28	29	28	29	30	31												
							30																						
NI // Nouvelle lune PQ // Premier quartier PL // Pleine lune DQ // Dernier quartier																													
JANVIER					FEVRIER					MARS					AVRIL					MAI					JUIN				
PL // 10 02 18 13 min					PQ // 10 01 15 12 min					PQ // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
DO // 10 02 18 13 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
NI // 10 02 18 13 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min				
AVRIL					MAI					JUIN					JUILLET					AOUT					SEPTEMBRE				
PL // 10 01 15 12 min					PQ // 10 01 15 12 min					PQ // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
DO // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min				
AVRIL					MAI					JUIN					JUILLET					AOUT					SEPTEMBRE				
PL // 10 01 15 12 min					PQ // 10 01 15 12 min					PQ // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
DO // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min					PL // 10 01 15 12 min				
NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min					NI // 10 01 15 12 min				

1er janvier : Jour de l'An
5 mars : Arrivée de l'Évangile
10 août : Vintana
13 août : Lundi de Pâques

1er mai : Fête du Travail
8 mai : Victoire 1945
21 mai : Ascension
1er juin : Lundi de Pentecôte

25 juin : Fête de l'Indépendance
14 juillet : Fête Nationale
15 août : Assomption
1er novembre : Toussaint

11 novembre : Armistice 1918
25 décembre : Noël

SERVICE DE L'IMPRIMERIE
OFFICIELLE

Calendrier 2020

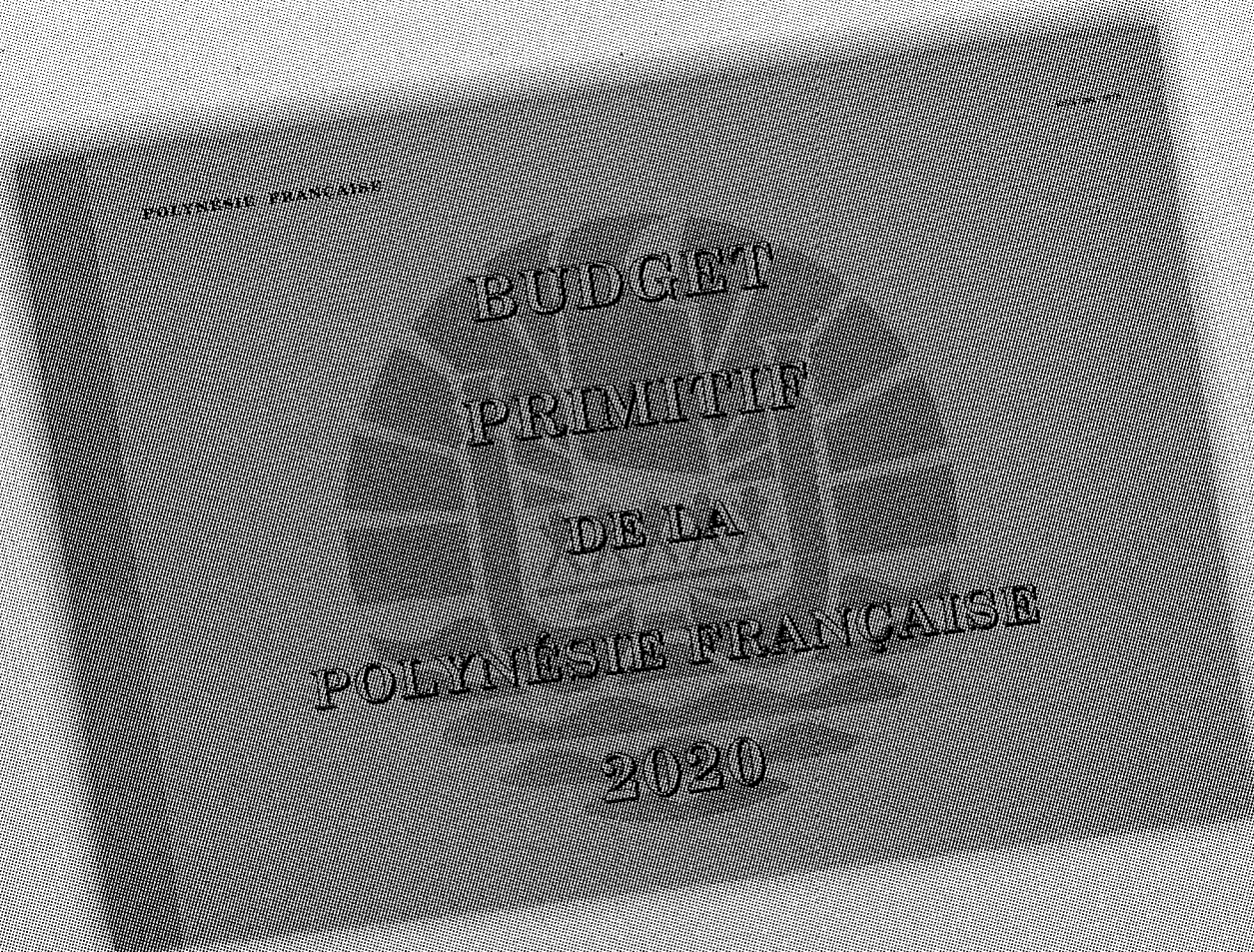


est disponible à la vente
au prix de 290 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le livre
BUDGET PRIMITIF
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
2020



est disponible à la vente au tarif de :
1 775 F CFP TTC


SIO
SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

AVIS AUX USAGERS

Le Service de l'imprimerie officielle informe ses usagers que des travaux de rénovation partielle de certains locaux (l'ensemble des sanitaires, le bureau de la régie de recettes et la salle d'accueil) seront réalisés à compter de la mi-janvier 2020, pour une période prévisionnelle de 5 mois.

De ce fait, l'espace d'accueil du public restera le même mais sera réduit, et le bureau de la régie de recettes sera déplacé.

Nous nous excusons d'avance pour les perturbations occasionnées et vous remercions d'avance pour votre patience et compréhension.

La Direction

FA'AARARA'A

Te fa'aara atu nei te Piha tōro'a Nene'ira'a ve'a a te Hau fenua e ravehia te tahi mau 'ohipa tātā'ira'a i te tahi mau piha (te mau vāhi haumitira'a, te piha 'ohipa 'aufaura'a e te piha fāri'ira'a ta'ata) mai te 15 nō tenuare 2020 nō te hō'ē roara'a e 5 'āva'e.

Nō te reira, e fāri'ihia te ta'ata i roto i te piha i mātauhia terā rā 'ua na'ina'ihia, e, e tauihia te vāhi o te piha 'ohipa 'aufaura'a.

'A fāri'i mai i tō mātou tāpa'o tātarahapa nō te mau taupupū e noa'a mai e, māuruuru maita'i nō tō 'outou fa'a'oroma'ira'a e nō te fāri'ira'a i teie mau 'ohipa.

Te Fa'aterera'a